

ROUGE

hebdomadaire d'action communiste

espagne



**eva
forest et
garmendia
en danger
de mort!**

**DOSSIER : UN AN
DE GISCARDISME**

DOSSIER : UN AN SOUS GISCARD

Préserver l'Etat • Crise : Giscard-la-joie • Armée : navigation à vue sur une mer agitée • Diplomatie : des réajustements • (p. 4 à 8)

INTERNATIONAL

ESPAGNE : IL FAUT SAUVER GARMENDIA, EVA FOREST OTAEGUI, MARIA LUZ FERNANDEZ. (p. 3 et 18)

Portugal : l'affaire du República. (p. 14)

Grande-Bretagne : le non au referendum. (p. 15)

Argentine : crise généralisée et terreur policière. (p. 16)

Laos : la chute d'un domino. (p. 19)

Liban : échec à la réaction. (p. 17)

LUTTES OUVRIERES ET SYNDICATS

La lutte au « Parisien libéré ». (p. 9)

Chausson-Usinor-Rhône-Poulenc. (p. 10 et 11)

Points chauds. (p. 13)

EDUCATION NATIONALE

Les luttes dans les écoles normales. (p. 20)

NOTES

armée - politique - nucléaire. (p. 21)

LIVRES-CINEMAS

Art et politique. (p. 22-23)

LA CAMPAGNE DU QUOTIDIEN

Le « Parisien libéré » reçoit une aide à la presse... Nous n'aurons que l'aide de nos lecteurs ! (p. 24)

« Rouge » - 10, Impasse Guéméné - Paris 75004
Téléphone : 272.88.96 et 272.68.82

Directeur de publication H. Weber
Imprimerie N.P.P.

N° 302 - VENDREDI 30 MAI 1975

ABONNEMENT

particuliers	FRANCE		ETRANGER	
	1 an	6 mois	1 an	6 mois
sous pli ouvert	120 f	60 f	150 f	75 f
sous pli fermé	200 f	100 f	250 f	125 f
collectivités				
sous pli ouvert	100 f	50 f	120 f	60 f

Paiement à l'ordre de « Rouge »,
10, Impasse Guéméné, Paris 4ème
par avion : écrire à « Rouge ».
Seules les demandes accompagnées du règlement
sont prises en compte. Joindre 3 F et la dernière bande pour
un changement d'adresse.

je désire m'abonner à

ROUGE

NOM.....

ADRESSE.....

ABONNEMENT DESIRE.....

ENCORE

3300 LECTEURS A GAGNER !

Nous avons fixé 5000 lecteurs nouveaux comme objectif à la campagne « nouvelle formule hebdo ». Cet objectif n'est pas atteint.

Voici les chiffres tels qu'ils se sont maintenus la semaine dernière :

— 700 de plus en province

— 1000 de plus à Paris

auxquels il faut ajouter ajouter les augmen-

tations de vente par les NMPP (kiosques) que nous ne pouvons encore comptabiliser.

1700 c'est un progrès mais ce n'est pas suffisant. Nous publions ci-dessous des échos de l'organisation et des résultats partiels. Chaque centre de diffusion a un « quota » fixé, qui correspond aux 5000 lecteurs nouveaux. Il y a 115 centres de diffusion : beaucoup n'ont pas encore augmenté leurs commandes.

DE TOUS LES COINS...

ECHO DE PAU

Dans le cadre de la campagne pour gagner 5000 lecteurs de plus à la nouvelle formule de « Rouge », les camarades ont pris des mesures :

— campagne de ré-abonnement : par un effort systématique en deux semaines, 20 abonnements ont été obtenus (contre 17 à la dernière campagne en sept-oct dernier).

— affichage systématique des inventus, d'affiches « lisez Rouge » (réalisées en sérigraphie localement) et d'affiches sur la situation sociale et politique

— établissement par les cellules des possibilités de vente de la main à la main

— définition des lieux où laisser « trainer » des inventus de « Rouge » en fin de semaine.

— détermination des ventes par militants et paiement d'avance des « Rouge » commandés pour assurer un paiement rapide à Paris.

— chassés des géants » Casino et Carrefour par les milices privées, nous avons établi un nouveau point de vente aux Nouvelles Galeries.

— dès la semaine prochaine, démarrage au « porte-à-porte ».

ECHO D'ANGERS :

Un effort fait à la fois sur les ventes centrales dans les lycées, dans les facs, dans un hôpital a permis d'augmenter la diffusion de 14 exemplaires par semaine. Pour l'instant ca tient régulièrement et à 2 numéros près les camarades ont atteint le « quota » que nous leur avons fixé nationalement. C'est donc aussi possible ailleurs...

ECHO D'UNE SECTION A PARIS : qui a tenu un stage des diffuseurs avec un membre du comité de rédaction de Rouge.

A l'ordre du jour, il y avait une discussion sur la nouvelle formule, examen et débat sur les articles, puis mise au point des efforts de vente. Les « Quotas » de vente par militant

étant particulièrement bas dans cette section, nul doute que cette réunion et celles qui vont suivre auront des effets positifs dans la prise en charge collective du journal et du futur quotidien par tous les camarades. Méthode positive : le responsable à la diffusion a établi un graphique des ventes, lequel est mis à la disposition de tous les camarades et permet de suivre en détail la progression et les difficultés hebdomadaires.

MEETINGS

à Besançon : le 31 mai (au lieu du 30 annoncé précédemment) avec Serge Leroux

au Havre : à l'occasion des élections législatives partielles, en soutien aux candidats LCR, meeting le 4 juin avec Alain Krivine (BP de la LCR)

à Chartres : le 6 juin « Où va le Portugal » avec G. Filoche (BP de la LCR)

à Chartres : le 13 juin « La révolution indochinoise » avec P. Roussel (BP de la LCR)

à Fougères : le 20 juin avec Alain Krivine.

à Pontoise : le 23 mai avec Daniel Bensaïd s'est tenu en présence de 140 participants un meeting sur le thème « Les révolutionnaires face à la crise ».

ECHOS DE SEDAN :

« Quelques remarques : pourquoi ne faites-vous pas de couvertures qui feraient des affiches ? De plus, nous vous signalons que la couverture sur Usinor a permis de vendre plus de numéros que les couvertures sur le Vietnam ou le Chili. Mais on décolle dans la vente, d'abord par le porte-à-porte, plus rentable en fin de compte que les ventes à la criée ».

à Jussieu : jeudi 22 mai, c'était 250 participants avec Bensaïd sur « Où va le Portugal ».

VIE DE L'ORGANISATION

Un stage régional de formation élémentaire de la LCR pour sympathisants et stagiaires s'est tenu au centre de la France, les 17, 18, et 19 mai dernier. Des militants de Tours, Orléans, Poitiers, Chartres, Dreux, Le Mans, Vierzon, La Rochelle, et Blois, y ont participé : ils étaient 75 en tout à écouter et à discuter les exposés sur :

— l'internationalisme et la Quatrième Internationale

— les leçons de la révolution allemande

— la situation en Espagne

— la situation au Portugal.

largement positif, ce stage doit se poursuivre cet été par de nouvelles sessions de formation axées plus spécialement sur les éléments de base du marxisme.

MEETINGS DE LA IV^e INTERNATIONALE EN GRECE

Du 22 au 25 mai, se sont tenus en Grèce les premiers meetings publics de la IV^e Internationale depuis la clandestinité en présence de notre camarade Alain Krivine. Les meetings étaient organisés par l'OCIG (section grecque de la IV^e Internationale). A Athènes, la première réunion a rassemblé 400 personnes sur les luttes ouvrières en Europe et sur la situation au Portugal. La seconde avec 350 personnes sur « le socialisme que nous voulons ». A Salonique, plus de 400 personnes ont participé à un meeting sur le même thème et 450 à un autre meeting sur le Portugal.

Au cours de son voyage, notre camarade Krivine a rencontré plusieurs groupes (USR, Comunismo, KES) qui sans être affiliés à la section grecque, se réclament du programme de la IV^e Internationale. L'unité des trotskystes grecs permettrait une clarification dans l'extrême-gauche, encore faible aujourd'hui, dominée par les maïstes.

Quant aux réformistes, ils sont divisés en deux partis communistes : le PC « extérieur » directement lié à la bureaucratie soviétique et le plus influent dans la classe ouvrière, le PC « intérieur » très critique vis-à-vis de l'URSS et du stalinisme. Ce PC « libéral » comme l'autre développe une ligne réformiste de soutien, de fait à peine critique, au gouvernement Karamanlis

ESPAGNE

IL FAUT LES SAUVER!

D'un jour à l'autre va s'ouvrir le procès de deux militants nationalistes révolutionnaires de l'ETA(V), José Antonio Garmendia et Angel Otaegui. Le dossier a été transmis à leur avocat qui dispose en tout et pour tout de cinq jours pour préparer leur défense.

Le Conseil de guerre qui va les juger réclame contre eux une double peine de mort. Ils sont accusés de l'exécution d'un garde civil, Gregorio Posadas, en avril 1974. La seule « pièce à conviction » dont dispose le tribunal est la signature extorquée à Garmendia au bas d'une « déclaration », alors que grièvement blessé lors de son arrestation il était soumis à d'atroces tortures dans un état semi-comateux. Qu'importe ! La « justice » franquiste ne s'embarrasse guère de ce genre de considérations et elle a un palmarès déjà suffisamment riche en assassinats « légaux » pour ne pas reculer devant un nouveau meurtre.

Comme pour mieux parvenir à ses fins, la dictature réclame une double peine de mort contre Garmendia. En effet, s'il n'a pas été assassiné sur le champ, il comparaitra à nouveau devant une cour militaire fin juin, aux côtés d'Eva Forest et de ses camarades pour répondre de l'attentat qui coûta la vie à Carrero Blanco. **Trois peines de mort sont requises contre Eva Forest, Maria Luz Fernandez et Garmendia**, alors qu'aucune preuve ne peut étayer l'accusation malgré les tortures immondes qu'ont subies ces militants.

Annoncés depuis de longs mois, ces procès s'ouvrent dans la précipitation, en plein état d'exception, avec l'espoir évident pour la dictature de désarmer ainsi toute possibilité de riposte de masse.

Mais quelles que soient l'ampleur et la violence de la répression qui frappe depuis un mois le Pays basque, quelle que soit sa capacité à affaiblir les organisations d'avant-garde, le calcul est risqué et l'offensive à double tranchant.

En effet, cette vitalité sanguinaire de la dictature franquiste ne saurait tromper : il s'agit en vérité des spasmes de son agonie. Si la bête frappe encore, et avec une telle violence, c'est que, acculée, elle sent approcher sa fin. Son heure a sonné, il faut lui porter le coup de grâce.

Une fois encore, le Pays basque se trouve aux avant-postes de la riposte : un appel à la grève générale a été lancé pour le 11 juin par les commissions ouvrières et les organisations révolutionnaires qui avaient organisé le 11 décembre dernier la plus puissante grève en Euskadi depuis le procès de Burgos.

Le Bureau Politique de la LCR-ETA(VI), dans une déclaration en date du 23 mai, appelle toutes les organisations ouvrières et révolutionnaires à faire de cette journée du 11 juin une journée de lutte à l'échelle de tout l'Etat espagnol, contre l'état d'exception et les procès qui se préparent.

Il faut faire de ce 11 juin une journée internationale de solidarité avec l'Espagne en lutte, pour arracher des griffes de la dictature les militants qu'elle veut assassiner et précipiter sa chute.

« La dictature à l'agonie veut faire de ce procès une épreuve de force qui peut être décisive », déclarent nos camarades de la LCR-ETA(VI). « La transformer en une offensive puissante contre le franquisme, telle est la tâche immédiate du mouvement de masse ».

Sauvons Eva Forest, Garmendia et leurs camarades !

A bas l'état d'exception !

Liberté pour tous les prisonniers politiques !

A bas la dictature franquiste !

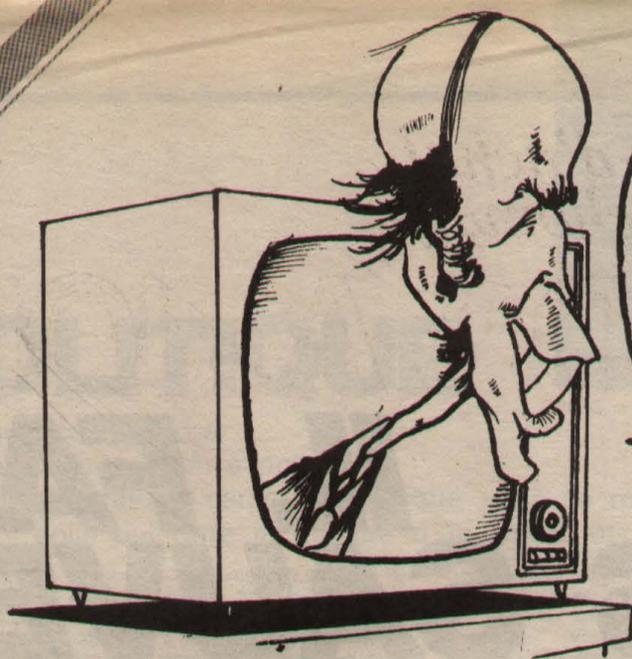
solidarité
avec
l'Espagne

mutualité

2 JUIN 75 • FILM
19h-23h • FORUMS

- minorités nationales
- luttes ouvrières
- femmes
- situation et perspectives politiques
- émigration

collectif de soutien à E. FOREST - A. DURAN - J.A. GARMENDIA et tous les prisonniers politiques en Espagne



UN AN, DÉJÀ!
COUCOU C'EST
ENCORE
MOI!

POLITIQUE

préservé l'état fort

Avec la formation des gouvernements Messmer, le régime, sous Pompidou voulait rassembler les possédants pour affronter la montée de la gauche. Largesses envers les entrepreneurs, facilités fiscales, main tendue aux cadres et aux commerçants... La politique contractuelle était reléguée au second plan ; et les discours de Provins promettaient surtout des miettes aux « défavorisés » qui fournissait la piétaille électorale. Côté idéologique, le croisé Royer rallumait la flamme de la France éternelle !

Pour son électoral, Giscard a bénéficié de ce travail préparatoire. Il est l'élu des droites... contre la moitié de l'électorat.

L'OUVERTURE DIFFICILE

De là l'obsession du régime depuis un an : élargir sa base sociale et politique, mordre sur l'électorat de la gauche. Royer est donc, pour le moment remis au placard.

Et dès le mois d'août 74, Lecanuet, autre grenouille de bénitier, annonçait la couleur : « pour le reste, tout le côté généreux, social de la gauche, je le fais mien. Mieux encore j'appartiens à un gouvernement qui peut le mettre en oeuvre ».

Au bout d'un an d'efforts, le bilan de l'élargissement est maigre, tant sur le plan social que politique.

Côté social, un sondage de France-soir, le 8 mai, annonce que pour trois Français sur quatre, la société a peu ou pas changé ; pour 54 %, les réformes n'ont pas apporté d'amélioration sensible.

Côté politique, toutes les opérations charnières ont échoué. L'entreprise de Jobert a fait long feu, celle de Charbonnel aussi, quelques transfuges mis à part, l'Union de la gauche n'a pas réussi à devenir l'Union du peuple de France. Mais toutes les combinaisons réformatrices et radicales n'ont pas davantage réussi à entamer la gauche. Le porte-parole du gouvernement André Rossi peut expliquer que « le moment est venu de parler par-dessus la clôture entre voisins », (majorité et opposition) ; la clôture demeure et le dialogue reste difficile. Malgré les opportunités ouvertes par la polémique PC-PS et l'espoir d'enfoncer un coin dans la social-démocratie, le spectre du Portugal aidant.

Faut dire que, davantage encore que ses prédécesseurs, le régime ne peut offrir que l'ombre de la participation et le simulacre du dialogue. La réforme de l'entreprise ne peut même plus promettre le partage des fruits de l'expansion, puisqu'est venue l'heure des vaches maigres. Tout dans le style, marche à pied, diners intimes, causeries au coin du feu, et pas grand chose dans l'assiette. Plus de salive que de concret. Beaucoup de bruit pour rien.

ACCROCHES A LA BOUEE DE L'ETAT

Au sein même de la majorité présidentielle, les choses n'ont guère avancé davantage. Giscard promettant une transformation du régime dans un sens présidentieliste. Un an après, sa majorité repose encore sur une coalition présidentielle et non sur un grand parti. Les Républicains indépendants n'ont pas brillé aux différentes élections partielles. Et ils se fixent le chiffre ambitieux (pour un parti au pouvoir !) de 50.000 adhérents. L'UDR en revanche, si elle est allée à la soupe a su se maintenir.

Bref, faute de pouvoir assoir la base sociale et cimenter la ligne politique d'un grand parti majoritaire, c'est, comme sous de Gaulle, l'appareil d'Etat lui-même qui sert de colonne vertébrale à la majorité. L'Etat Giscard, par le jeu de quelques mutations et déplacements, remplace l'Etat-UDR, ou plutôt il l'investit sans tout à fait le congédier.

DE CHIRAC A PONIA...

Lorsque le parti du Président ne suffit plus à lui offrir une majorité, et à plus forte raison lorsque ce parti n'est plus majoritaire dans la majorité présidentielle, la mécanique constitutionnelle mise en place sous de Gaulle, taillée à sa mesure risque de s'enrayer.

Giscard le sait bien, qui envisage une réforme constitutionnelle. En fait de réforme, un avorton, une réformette. En revanche, Chirac a mis la main sur l'UDR. Jadis, Pompidou pouvait remercier son

premier ministre Chaban, pourtant plébiscité quelques jours avant par l'Assemblée. En cas de litige, Giscard pourrait-il aujourd'hui congédier Chirac aussi facilement ? Rien ne permet de l'affirmer.

En ce qui concerne les institutions, comme en ce qui concerne la majorité et la base sociale du régime, Giscard reste donc englué, happé par les structures du régime antérieur. Il n'a pas la force sociale nécessaire pour le dépasser.

En équilibre instable face à une polarisation politique et sociale maintenue (les élections partielles, les mobilisations de la jeunesse, le mouvement de soldats, les grèves ouvrières, les manifestations anti-nucléaires l'ont montré), Giscard doit avant tout préserver l'héritage de l'Etat fort pour affronter les lendemains incertains. C'est Ponia qui est chargé d'incarner cet envers musclé du « libéralisme » souriant. « Il ne doit y avoir aucun endroit en France où la police ne puisse pénétrer. Aucun endroit n'est protégé. Tous les endroits doivent se conformer à la loi nationale, qu'il s'agisse des universités ou des églises », déclarait-il à RTL le 5 février. Pour les usines, cela va sans dire... Le 1er février, il déclarait aussi devant les Républicains indépendants : « Si nous échouons dans la construction de cette société libérale avancée, il ne restera qu'à subir l'univers bureaucratique, rétrograde et dépassé que nous propose une Union de la gauche figée sur un programme qui ignore la crise mondiale de l'énergie et ferme les yeux sur la crise du Portugal ». Pendant que Giscard s'ingénie à séduire, son prince se prépare à l'échec de cette séduction. Ses excès sont les bavures d'une politique inhérente au régime : plus que l'Union de la gauche, c'est la classe ouvrière qu'il faut pouvoir affronter.

Si Giscard semble avoir substitué le changement à l'immobilisme du tandem Pompidou-Messmer, c'est que ces derniers s'efforçaient seulement de maintenir et conserver l'équilibre social sur lequel repose le régime. Giscard lui est condamné à innover pour rattraper cet équilibre, pour lui courir après ; car il menace de se rompre.

Daniel BENSARD

un an de giscard

baisse du pouvoir d'achat, accroissement du chômage

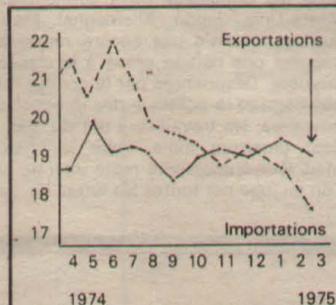
GISCARD LA JOIE !

La crise. On serait tenté de tirer en deux mots le bilan du nouveau régime. Et les chiffres ne manqueraient pas pour l'étayer. D'août 1974 à mars 1975, la production industrielle a chuté de 13 %. Ce qui représente la plus forte récession de l'économie française depuis la deuxième guerre mondiale. De mai 1974 à mai 1975, le nombre des travailleurs sans emploi est passé de 500.000 à 1.200.000 soit 2000 chômeurs de plus par jour. Ce qui représente un record jamais atteint dans le passé, même au pire moment de la crise des « années 30 ».

Tirer ainsi le bilan n'est pourtant pas suffisant. Depuis plus d'un an la bourgeoisie française est confrontée à un problème grave : le déficit de sa balance des paiements, du fait du renchérissement du prix du pétrole. Le régime Pompidou agonisant, ce n'est qu'avec Giscard que sont apparus les premiers projets cohérents pour rétablir l'équilibre du commerce extérieur. Encore étaient-ils conçus dans une perspective de croissance de 5 % l'an. Or la bourgeoisie n'a pu éviter la récession en France. Confrontée à la crise, elle a choisi d'en profiter pour « dégraisser » l'appareil industriel et le marché du travail de leurs éléments les moins productifs. Afin de rentabiliser l'industrie française et de lui permettre ainsi d'augmenter sa compétitivité. *Le bilan du nouveau régime, c'est donc avant tout le bilan d'une politique de rééquilibrage du déficit extérieur dans un contexte particulier, depuis huit mois, de crise économique.*

L'augmentation du prix des produits pétroliers et de certaines matières premières a entraîné en effet un déficit de la balance des paiements française de 34 milliards de francs en 1974. Chiffre insupportable s'il devait se répéter dans les années à venir. Les prévisions du VII^e Plan font état d'un endettement cumulé de la France de 200 milliards de francs en 1980, si aucun redressement significatif du commerce extérieur n'intervenait d'ici là. Depuis un an, de nombreux plans ont été conçus pour accroître les capacités exportatrices de l'économie française. 4 milliards ont été débloqués, en juillet 1974, pour aider les secteurs exportateurs. Plusieurs autres milliards vont suivre, dans le cadre du plan de relance annoncé récemment. Depuis un an, les commis-voyageurs de la bourgeoisie française ont réussi à gagner de nombreux contrats d'exportation dans les pays producteurs de pétrole. Iran, Proche-

Orient, Algérie, ce sont les « fabuleux contrats ». Aujourd'hui, Giscard et Fourcade dressent des bulletins de victoire. Le déficit extérieur serait ramené à 15 milliards de francs en 1975 pour devenir nul l'année suivante. Or, si l'on examine le graphique, on s'aperçoit que les choses ne sont pas si simples. Le rétablissement progressif de l'équilibre commercial n'est du, en réalité,



De juin 1974 à mars 1975, la valeur des importations est tombée de 22 milliards de francs à 17 milliards et demi. Pendant que la valeur des exportations stagnait aux alentours de 19-20 milliards. Et encore, cette stagnation traduit en fait, une détérioration structurelle du commerce extérieur. Les ventes françaises se sont essentiellement dirigées, depuis un an, vers des pays qui ne renouvelleront sans doute pas leurs achats dans les mois à venir (Chine, pays de l'Est, Algérie). Pendant ce temps, le déficit avec l'Allemagne, principal client de la France a doublé en 1974 (11 milliards contre 6 en 1973). Quant aux « fabuleux contrats », ils ne sont encore que des bouts de papier. D'ici leur exécution, pas avant deux ans, des désistements pourraient intervenir. L'exemple des Mirages est là pour en témoigner.

On assiste, depuis plusieurs mois, à une réorganisation profonde de l'industrie française. Le grand capital français profite de la crise pour rationaliser un appareil productif encore trop encombré d'entreprises non rentables. Il procède d'abord à des restructurations industrielles qui concrétisent des opérations de concentration financière, déjà réalisées sous l'ère De Gaulle-Pompidou. C'est le cas de Rhône-Poulenc, de B.S.N., de Péchiney, avec le plus souvent, à la

qu'à une réduction massive des importations, explicable tout naturellement par le ralentissement de l'activité en France. Le déficit extérieur restera encore longtemps le problème crucial de la bourgeoisie française. Mais il a d'ores et déjà sous-tendu la politique économique du gouvernement depuis l'élection de Giscard : « redéploiement industriel » et offensive contre les travailleurs.



des démonstrations « poudre aux yeux »

clef, des licenciements collectifs (note ci-après). Mais il y a aussi des restructurations d'origine plus récente. C'est le cas de la sidérurgie de l'Est autour de De Wendel et Creusot-Loire. C'est le cas de l'automobile et de l'informatique. C'est le cas surtout du nucléaire, avec la réorganisation autour de quelques grands trusts de l'ensemble des industries légères qui fournissent le matériel des centrales (combustibles autour de Péchiney, fonderie autour de Saint-Gobain,

Deux exemples de « restructuration » récents :

- Le trust B.S.N., après l'intégration de Gervais-Danone, décide de privilégier le verre creux par rapport au verre plat. Conséquence : la fermeture de nombreuses usines en Allemagne et en Belgique. Réponse des travailleurs : la lutte victorieuse des « 600 » de Glaverbel-Gilly (cf. Rouge n° 287).

- Le trust Rhône-Poulenc, en concurrence avec AKZO, décide d'abandonner la fabrication de rayonne industrielle. Conséquence : 800 licenciements à l'usine de Vault en Velin. Réponse des travailleurs : la mobilisation pour construire un rapport de force conséquent face au trust (cf. Rouge n° 297).

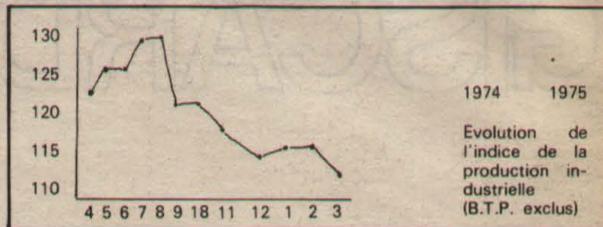
chaudronnerie autour de Creusot-Loire, électricité autour d'Alstom). Mais le « redéploiement industriel » c'est également une politique par rapport au marché international. A cet égard la bourgeoisie française tend à abandonner une politique « tous azimuts » pour lui substituer une politique de « créneaux ». C'est-à-dire la stabilisation des marchés où l'industrie française est largement compétitive, comme les plate-formes « off-shore » pour la recherche pétrolière, le polyéthylène, les alternateurs, les tubes, etc... **F. S. S.**

Tout ceci ne suffit pourtant pas pour réduire durablement le déficit extérieur. Il faut avant tout réduire la consommation intérieure pour accroître les exportations. En termes clairs, s'attaquer au niveau de vie des travailleurs. Le bilan d'un an de giscardisme est significatif de ce point de vue. De mars 1974 à mars 1975, la consommation des travailleurs a globalement diminué de 10 %. Ceci est dû principalement à la baisse du pouvoir d'achat, observable depuis le milieu de l'année 1974. Alors que les salaires horaires avaient augmenté de 6 % au deuxième trimestre 1974, leur progression s'est considérablement ralentie par la suite : 3,9 % au troisième trimestre, 4 % au dernier trimestre. En même temps, la hausse des prix s'est poursuivie. En onze mois, de mai 1974 à avril 1975, l'inflation s'est chiffrée à 14,6 % selon la C.G.T. Comme, par ailleurs, la durée du travail tend à diminuer, du fait du ralentissement de l'activité économique, l'écart se creuse chaque mois entre les salaires et les prix. En moyenne, la baisse du pouvoir d'achat



En un an, les demandes d'emploi sont passées de 438.000 à 797.000, soit une progression de 82 %. Quant aux offres d'emploi, elles ont diminué de 55 % (106.000 fin avril, contre 236.000 en avril 1974). Rappelons qu'il faut multiplier le nombre des demandes d'emploi par 1,46, pour obtenir le nombre réel de chômeurs.

	Mai 1974	Avril 1975
Prix :		+ 4,6 %
S.M.I.C. :	5,95 F	6,95 F (+ 16,8 %)
Allocations familiales : (salaire unique deux enfants)	195,41 F	217,85 F (+ 11,5 %)
Salaire horaire :	2ème trimestre 74 : = 6 %	
	3ème trimestre 74 : = 3,9 %	
	4ème trimestre 74 : = 4 %	



est estimée à près de 1 % par mois, ce chiffre masquant des baisses bien plus considérables dans certaines branches.

En matière de bas salaires, Giscard avait promis une augmentation deux fois plus rapide que les salaires moyens. Si l'on regarde l'évolution du S.M.I.C. depuis mai 1974; on s'aperçoit que la progression n'a été égale qu'à 16,8 %. Quant aux allocations familiales, dont le pouvoir d'achat devait être sensiblement relevé, elles ont augmenté, de mai 1974 à avril 1975, de 11,5 %, soit 3 % de moins que les prix (voir ci-dessus). Outre le chômage, et en particulier le chômage partiel, qui a été multiplié par huit depuis l'année dernière, le bilan social du nouveau régime est facile à tirer : pour la première fois depuis 1968, les travailleurs français ont connu une baisse de leur pouvoir d'achat.

Mais, au-delà des chiffres et des pourcentages, tirer le bilan du giscardisme, c'est aussi comprendre ses changements et ses continuités par rapport au régime Pompidou. Et répondre d'abord à une première question : assiste-t-on, depuis un an, à un abandon progressif du capital français au capital étranger ?

A cet égard, contrairement à ce que voudrait faire croire le P.C.F., Giscard n'est pas un innovateur. Depuis la fin de l'ère gaulliste, il est apparu clairement à la bourgeoisie française que la volonté d'indépendance dans tous les secteurs était un pari intenable. Mieux valait s'« associer » à des capitaux étrangers dans les secteurs où le capital français n'était pas compétitif. Ce fut l'abandon de la filière française pour les centrales nucléaires; puis la prise de contrôle de Roussel-Uclaf par le groupe allemand Hoescht; c'est enfin l'accord entre la C.I.I. et Honeywell qui sanctionne la fin du vieux rêve gaullien d'une indépendance nationale en matière d'informatique.

Ce qui apparaît par contre avec le giscardisme, c'est un changement des axes d'alliance entre le grand capital et l'Etat bourgeois. A l'axe Paribas - Etat-U.D.R., est substitué l'axe Suez-Etat-Giscard. Ce qui signifie, en pointillé, une alliance privilégiée de l'Etat non plus avec le capital financier à dominante industrielle (que représente Paribas), mais dorénavant avec le capital financier à dominante bancaire (que représente Suez). De plus en plus ainsi, les banques vont jouer un rôle important dans la concentration du capital, avec notamment la réorganisation des industries légères et la

constitution de branches verticales autour de quelques grands trusts. Car ce qui fait le plus défaut à l'industrie française, c'est l'intégration verticale, c'est-à-dire la capacité de produire un bien, depuis la première transformation des matières premières jusqu'au produit fini, sans faire appel à des importations étrangères. Or, actuellement, tout développement significatif des exportations signifie nécessairement des importations supplémentaires à un niveau du processus de production. L'enjeu est donc d'importance pour la bourgeoisie française, face au problème crucial que lui pose le déficit extérieur. Le giscardisme signifie, de ce point de vue, une nouvelle étape dans la réorganisation de l'industrie française, commencée par De Gaulle.

Deuxième question importante, après l'échec des grèves aux P.T.T. et à Renault : le giscardisme concrétise-t-il une nouvelle attitude de la bourgeoisie par rapport aux travailleurs ?

A cet égard, la politique économique de la bourgeoisie française est guidée par l'objectif suivant : restaurer solidement un taux d'exploitation suffisant pour contrecarrer une baisse tendancielle du taux de profit, observable depuis 1969. Elle compte bien, pour ce faire utiliser la crise économique pour imposer des défaites graves à la classe ouvrière. C'est ce qui explique l'attitude très dure du gouvernement Giscard-Chirac à l'encontre des luttes qui se sont menées depuis l'automne dernier. Le pouvoir a montré à quel niveau d'épreuve de force il entend acculer les travailleurs qui voudraient remettre en cause le plan de crise des patrons. Doit-on en conclure pour autant la fin de toutes les perspectives intégrationnistes des travailleurs au système, que ce soit directement par la « participation » (comme sous De Gaulle), ou par le biais des organisations syndicales, (comme sous Pompidou) ?

En réalité, rien de sérieux ne permet de le croire. Si les contrats de progrès n'ont pas connu le même succès que les années passées, c'est dû, avant tout, à la ligne suivie par le P.C.F. et la C.G.T., plus qu'à un quelconque abandon par Giscard de ce type de politique. Quant à la taxe conjoncturelle, qui prouvait la volonté de la bourgeoisie de transférer aux patrons la charge de la police des salaires, elle a vite été enterrée.

Alors, en définitive ? Le giscardisme n'est-il rien d'autre qu'un gaullo-pompidolisme acclimaté à la crise ? Ce serait commettre une grave

erreur de méthode que de ne pas saisir les changements d'alliance intervenus depuis un an, qui témoignent incontestablement de nouveaux choix pour la bourgeoisie française.

Mais l'essentiel, c'est que celle-ci n'a pas les moyens politiques de les mettre à exécution. Elle n'a d'abord aucune autonomie sur le plan de la conjoncture économique. Toute reprise économique en France est plus que jamais dépendante d'une reprise dans les principaux pays capitalistes (Etats-Unis, Japon, Allemagne). Mais surtout, elle n'a pas encore réussi à imposer une défaite grave à la classe ouvrière. Désorientés par la crainte du chômage et la politique des directions ouvrières, les travailleurs ont dû, pendant plusieurs mois, subir la crise. Mais leur combativité reste intacte, si l'on en juge par toutes les luttes qui se

développent aujourd'hui à usinor, à Chausson, à Vaux en Velin, pour dire non aux licenciements, pour réclamer l'indemnisation à 100 % du chômage partiel, pour exiger 250 F immédiatement pour tous.

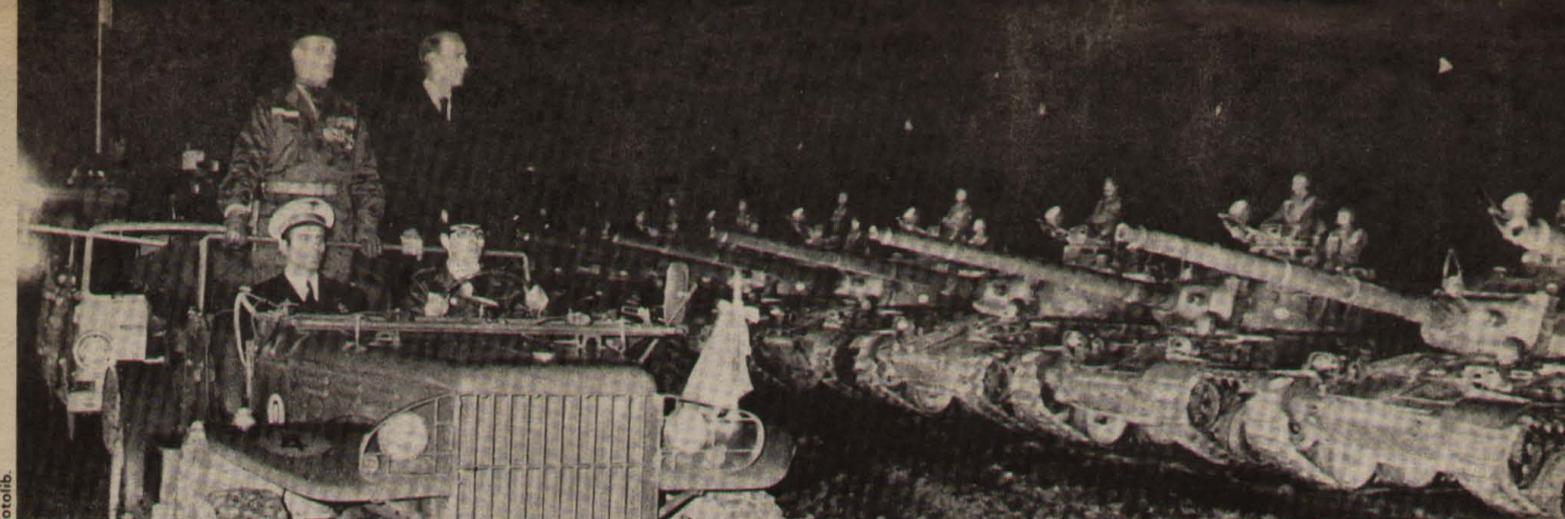
Sans moyens politiques, la bourgeoisie est réduite à gouverner le nez sur le court terme. On est bien loin des grandes envolées de la campagne présidentielle sur la « réduction des inégalités sociales », sur la « transformation de la société française ». Quel symbole que cette fameuse « réforme de l'entreprise », annoncée à grands renforts de trompettes et tombée maintenant dans les oubliettes ! Le giscardisme a décidément un goût très fade. Que les travailleurs commencent à trouver bien amer.

Sérafim LAMPION

ARMEE navigation à vue sur une mer agitée

L'anniversaire de l'élection de Giscard coïncide avec celui du lancement de l'Appel des cent. Il suffit de se rappeler ce qui s'en est suivi, le plus formidable défi lancé à la hiérarchie militaire par le contingent depuis des dizaines d'années, la multiplication des comités et des journaux de caserne, les manifestations de soldats, le procès de Marseille, la bataille engagée pour la construction d'un syndicat de soldats, pour mesurer le chemin parcouru depuis Mai 74. En bref, l'irruption de la lutte des classes dans une des dernières Institutions (et pas n'importe laquelle) qui, jusqu'alors, en était relativement préservée.

La situation ainsi créée s'est avérée d'autant plus préoccupante pour le nouveau régime que le développement des luttes des soldats a agi comme une révélateur de l'inadaptation et de l'archaïsme de l'Institution militaire en France et entraîné une série



Giscard à Mourmelon le 7 mai.



Bigeard et un officier dont on a oublié le nom !

de réactions en chaîne : entrée en scène du mouvement ouvrier sur ce terrain, approfondissement du « malaise » dans la caste des officiers, relance du débat fondamental sur l'armée de conscription, interrogations réitérées sur les « vocations » essentielles de l'armée française...

EN TANDEM

Avec la mise en place de l'équipe Bourges-Bigeard, la définition d'une stratégie globale face à la crise de l'Institution militaire prend néanmoins corps. L'échec des demi-mesures de Soufflet a convaincu les hommes en place que le développement des luttes du contingent était un phénomène autrement plus profond qu'un mouvement d'humeur passager ; et donc qu'en vertu du principe selon lequel on n'attrape pas les corbeaux avec un filet à papillons, il faudrait y mettre le prix pour rétablir un tant soit peu d'ordre dans les casernes — condition préalable à tout effort pour s'attaquer à la racine de la crise militaire. Ce fut le sens des mesures prises par Bourges-Bigeard dès leur arrivée et dont certaines — comme le triplement de la solde de l'appelé — allaient suffisamment « loin » pour prendre le PC de court ! Calcul pas totalement stupide puisque la mise en place de ces premières réformes parvenait au moins à désamorcer les formes les plus explosives — les plus démoralisantes pour la bourgeoisie — de la combativité des soldats.

Tout aussi urgente apparaissait la nécessité d'apporter les premiers éléments de réponse à la crise ouverte dans le corps des officiers.

INQUIETUDE

On comprend l'inquiétude du pouvoir et sa hâte à engager la bataille pour la reconquête des officiers. Et d'abord, en promouvant Bigeard, général sorti du rang, militaire parmi les militaires, amoureux de sa caste avant tout autre chose.

Ensuite, en s'attendant aux projets de revalorisation de la condition des officiers, puisque c'est là l'un des sujets les plus douloureux pour ces malheureux « capitaines-prolétaires ». Enfin, en engageant la bataille politique contre les partis du programme commun — accusés de se parer des couleurs de la Défense Nationale pour mieux séduire les officiers naïfs et saper l'Esprit de Défense de la Nation. Chirac et Bourges ont réussi, sur cette question, quelques jolis morceaux de bravoure.

Pour faire bonne mesure, le nouveau pouvoir ne pouvait s'attaquer à cette tâche de reconquête en s'appuyant sur une haute hiérarchie peu sûre et décidée à opposer éventuellement ses prérogatives et ses choix à ceux des hommes politiques. On n'y alla pas de main morte. Plus d'un général copieusement étoilé mais suspect d'attachement excessif aux régimes précédents ou de tiédeur vis-à-vis du giscardisme y laissa sa belle carrière : l'amiral Sanguinetti et le général De Boissieu pour ne citer que les plus illustres. La « rénovation » des états-majors va bon train sous la houlette de Bourges et Bigeard...

MAL ESSENTIEL

Saïs être vaines, ces initiatives n'apportent pour autant pas de remèdes au mal essentiel qui ronge l'institution militaire française : son inadaptation aux conditions militaires, sociales, économiques du monde contemporain : un problème qui n'est pas vraiment nouveau pour la bourgeoisie puisque déjà au plus fort de la mobilisation contre la loi Debré, de nombreux hommes politiques tiraient la sonnette d'alarme : et sur le système même de la conscription universelle était périmé ? Et s'il ne serait pas temps de s'acheminer vers la mise en place d'une armée de professionnels, comme aux Etats-Unis, comme en Grande-Bretagne ? Depuis le printemps 73, ce débat n'a cessé d'agiter les milieux politiques bourgeois. L'essor des luttes du contingent lui a naturellement donné un violent coup de fouet. Les hommes au pouvoir se rendent bien compte que l'inadaptation de l'Institution militaire aux conditions actuelles tient largement au maintien sous les drapeaux d'une masse d'appelés dont une forte proportion n'occupe qu'une place subalterne dans le potentiel combattant réel de l'armée française.

CERCLE VICIEUX

Aussi a-t-on assisté depuis le début de cette année à des efforts importants pour sortir du dilemme : armée de métier (à la Stehlin ou Simonbrière) ou armée de conscription (à la Debré) véritable cercle vicieux qui ne laissait le choix qu'entre la mise sur pied d'un corps de professionnels au prix d'un affrontement politique très dur avec le mouvement ouvrier et des secteurs importants de la bourgeoisie et le maintien, l'approfondissement du chaos existant. Les efforts pour sortir de l'ornière ont pris la forme, par exemple, de projets comme celui du général Méry, chef d'état-major particulier de Giscard, qui propose un « aménagement » du

système de la conscription sous forme d'une réduction du service national à 6 mois et de la création d'un corps de volontaires notamment par réengagement pour un an ou plus après ces six mois. Un système qui présenterait l'immense avantage, sans attenter de front au principe de la conscription de bouleverser l'équilibre actuel au profit des corps professionnels dans l'édifice militaire et de reléguer le contingent à l'écart de toute position stratégique dans cet édifice.

Il ne fait pas de doute que les projets de réforme de l'Institution qu'agitent Giscard et ses spécialistes sont orientés dans cette direction. Mais ce n'est pas par hasard que leur divulgation annoncée comme imminente par Bourges il y a maintenant plusieurs mois tarde à venir. C'est qu'entre un projet de réforme fort attrayant sur le papier et sa réalisation, il y a un espace qui ne se mesure pas au pied à coulisse. Innombrables demeurent les obstacles dressés sur la route de la réforme : l'immobilisme, la pesanteur propre de l'institution militaire comme énorme complexe économique, social, politique, idéologique n'en sont pas des moindres. Et puis, toute réforme radicale se heurte à des choix difficiles : où trouver les crédits supplémentaires nécessaires au financement de cette vaste entreprise de refonte ? Que faire de ces milliers d'officiers subalternes et de sous-officiers dont il faudrait bien « dégraisser » l'institution si l'on veut un tant soit peu rationaliser, rentabiliser ? Comment s'y prendre pour que ce fameux service « civique » de six mois proposé aux appelés ne tourne pas en grande foire de la contestation ? Comment concilier l'esprit d'une réforme allant dans le sens du général Méry sans liquider la Défense Opérationnelle du Territoire, dispositif essentiel dans la lutte éventuelle contre l'ennemi intérieur ?

Autant de questions qui restent en suspens.

FORCE NUCLEAIRE

Sur le versant des choix concernant l'arme nucléaire, la politique de Giscard a eu l'occasion également de faire la preuve de son empirisme, parfois de son réalisme. Il fallait réaffirmer la place primordiale de l'arme atomique dans la stratégie militaire française et réaffirmer aussi qu'il s'agissait d'une pièce dans le dispositif militaire du monde occidental : Giscard l'a fait, se contentant dans un premier temps de supprimer les essais en atmosphère dans le Pacifique. Mais il s'agit là, bien sûr plus d'un choix de politique internationale que d'un choix militaire. Au-delà la démarche du régime s'est faite plus hésitante : l'affirmation de la filiation « gaulliste » en matière de Défense nationale par le Président de la République a fait quelque bruit lorsqu'elle fut prononcée : les Debré, Sanguinetti et Messmer ne se sont plus sentis de joie. En fait, cette déclaration avait surtout pour but de couper court aux insinuations et campagnes selon lesquelles « la France » s'apprêterait à réintégrer l'OTAN. De ce point de vue, la politique du nouveau régime est marquée d'un réalisme certain et n'est pas si différente que cela de celle du précédent : quel intérêt la bourgeoisie française aurait-elle à regagner le giron de l'OTAN, c'est-à-dire à proclamer une

réajustements diplomatiques

inféodation accrue au plan militaire et politique à l'impérialisme américain, à lier son destin à celui de la politique internationale des USA, si riche en faux-pas dans la phase actuelle ? Sur ce plan, la campagne du PCF de plus en plus ouvertement drapé dans la défense de l'héritage gaulliste, contre la « réintégration » dans l'OTAN éprouve quelques difficultés à s'accrocher à des éléments concrets. En revanche, Giscard a été tout aussi clair en ce qui concerne la liquidation des derniers éléments de la politique des grandeurs selon De Gaulle et dont la traduction militaire était la « stratégie tous azimuts ». Sous Giscard, la France est partie intégrante de l'Alliance atlantique, du monde occidental et elle le dit. Au plan de la stratégie nucléaire, c'est un fait évident et il n'est pas tout à fait nouveau.

Ce qui éventuellement peut signifier une collaboration accrue avec certains organismes de l'OTAN pour des raisons de commodité technique, mais certainement pas une réintégration dans l'OTAN.

Surtout, le « réalisme » de Giscard lui dicte la conviction que dans la phase actuelle de crise internationale et de retraite de l'impérialisme à l'échelle planétaire, le temps n'est pas venu où un pays comme la France peut dissocier significativement son destin de celui de l'impérialisme américain et tirer les marrons du feu pour son propre compte.

MANAT 75

Il est intéressant de constater que les grandes manœuvres de 75 (Manat 75) tirent les leçons des déboires de l'impérialisme américain dans le Bassin méditerranéen et s'appuient sur une perception plus fine qu'auparavant de la diversité des « menaces » qui pèsent sur les positions de l'impérialisme.

Ce n'est pas non plus par hasard que Giscard et Chirac ont fait grand tapage autour de leur présence à Mourmelon à l'occasion de « Manat 75 ». C'est que leur visite consacrait la force nucléaire tactique (les Plutons) comme une des pièces désormais maîtresses du dispositif militaire français. Il ne s'agit évidemment pas d'une innovation dans le programme nucléaire français, mais l'accent mis sur le caractère désormais opérationnel des Plutons, ajouté à la place centrale maintenant donnée aux sous-marins nucléaires en force nucléaire stratégique manifestent la volonté du régime de développer une stratégie nucléaire plus sophistiquée, faisant place notamment aux possibilités de « riposte graduée » dans le cadre d'un affrontement éventuel avec le bloc de l'Est ou quelque autre adversaire dans le bassin méditerranéen décidément considéré comme un maillon faible.

Continuité enfin : depuis un an, les ventes d'armes ne se sont jamais mieux portées : les dernières additions ne sont pas encore achevées, mais on prévoit que pour les 6 derniers mois de 74 et début 75, les chiffres d'affaires atteignent des hauteurs records. Et ce en dépit de l'échec ou du demi-échec prévisible en ce qui concerne « le marché du siècle », le remplacement des avions de combat de 4 pays européens : en période de crise économique moins qu'en toute autre, l'argent n'a pas d'odeur !

Les prédécesseurs de Giscard ne lui ont pas fait un cadeau en lui léguant une institution militaire en pleine crise. Empiriquement, par touches successives, le nouveau régime s'est efforcé de tracer à grands traits une stratégie de refonte et d'adaptation de l'armée bourgeoise aux conditions actuelles. Quelques brèches ont été hâtivement colmatées, quelques grands projets sont dans l'air, mais sur l'essentiel, rien n'est résolu : la vague de luttes des soldats qui a mis à mal l'Institution militaire n'a pas disparu dans les sables de la démagogie de Bourges et Bigeard et l'armée comme pilier de l'ordre établi reste fondamentalement en position de déséquilibre. Pour le reste, l'emphase du libéralisme ne parvient guère à donner des allures novatrices à une politique dont les grandes options, notamment en ce qui concerne la force de frappe, restent globalement inchangées.

M.L.

triangle n'est pas propre à la bourgeoisie française, mais celle-ci a pu marquer des points contre ses concurrents occidentaux par sa politique « ouverte » à l'égard des pays arabes (contre les Etats Unis) par l'existence d'une zone d'influence sur le continent africain (différence avec l'Allemagne), par sa relative stabilité économique (à la différence de la Grande-Bretagne).

C'est cette nouvelle tactique néocoloniale, pleine de « réalisme » face aux nouvelles contingences du temps que la diplomatie française a défendu lors de la conférence de Lima entre pays producteurs et pays consommateurs de matières premières, lors de la convention de Lomé qui a redéfini les rapports de la Communauté économique européenne et les 43 Etats associés d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique... comme lors du sommet de Bangui où Giscard a rencontré la fraction néocoloniale française en Afrique et pendant la Conférence sur l'énergie.

axe Paris-Bonn

Mais la crise économique a également frappé l'Europe. Le sommet de Dublin entre les premiers ministres de Neuf a confirmé la paralysie complète du processus d'intégration politique et économique européenne : pour sauver la face et masquer la faillite de la C.E.E., tous les privilèges demandés par la Grande-Bretagne pour rester dans le Marché commun ont été accordés. Et là encore, la diplomatie française rapécie une « Real politik », une politique réaliste à la mesure des difficultés de l'heure. Le retour du franc dans le serpent monétaire marque la volonté de la bourgeoisie française de consolider et de renforcer l'axe Paris-Bonn. Cet axe a des fondements objectifs : l'Allemagne est le premier partenaire économique de la bourgeoisie française et il existe encore une certaine complémentarité entre les deux secteurs d'exportation (produits agricoles et semi-finis pour la France, machines-outils et biens d'équipement pour la R.F.A.). Mais cet axe Paris-Bonn se fonde aussi sur une concordance subjective et peut constituer à bref délai le principal recours de la bourgeoisie contre une vague révolutionnaire en Europe.

C'est dans ce sens que Paris et Bonn ont facilité au maximum les tentatives de mise en place d'Etats forts (Caramanlis en Grèce, Spínola au Portugal, intégration de l'Espagne post-franquiste à la C.E.E. et à l'Alliance atlantique, soutien du projet Fanfani en Italie). C'est le sens aussi des accords de défense qui sont négociés aujourd'hui entre Schmidt et Giscard et qui permettraient d'intégrer les dispositifs militaires français et allemand. Déjà, autour des polices allemandes, françaises et anglaises, s'intègrent des dispositifs d'information et de lutte contre-révolutionnaire au niveau européen. Après les Palestiniens, les révolutionnaires basques et les militants de la « bande à Baader » en ont été les premières cibles.

Signe des temps : en gage de son « indépendance » entre les blocs, De Gaulle avait massé la flotte française sur l'Atlantique. C'est désormais en Méditerranée, face au « ventre mou de l'Alliance atlantique » (Grèce, Italie, Péninsule ibérique) et au large des pays exportateurs de pétrole que croisent les canonnières françaises.

M.R.

une politique néocoloniale

Le réajustement des prix des matières premières et du pétrole en particulier, a été spectaculaire et a aggravé les contradictions du système capitaliste international (crise monétaire, inflation). Une concurrence accrue s'est développée entre les différents pays capitalistes à la recherche de nouveaux marchés extérieurs capables de compenser le nouveau déficit de la balance commerciale. Les entretiens de Giscard avec le Shah d'Iran, son voyage en Algérie et la reconnaissance de la Résistance palestinienne délimitent l'approfondissement de cette politique arabe de la bourgeoisie française.

Dans le même temps, elle définit, sur la base des nouveaux rapports de force financiers internationaux (existence des pétro-dollars), une nouvelle politique néocoloniale. Cela est surtout visible en Afrique francophone. Désormais, plutôt que des rapports bilatéraux classiques, se développent des relations triangulaires entre pays producteurs de pétrole (financement), puissance capitaliste (fournisseurs de biens d'équipement et d'usines clés en main) et certains pays en voie de développement (ceux qui disposent déjà d'une infrastructure pour permettre dette industrialisation). Dans l'Afrique francophone, le Maroc, la Mauritanie, le Sénégal et la Côte-d'Ivoire sont les principaux partenaires de ces rapports triangulaires. Cette tactique du



Gemma

Avril 75 - Giscard au Maroc

un an de giscard

PARISIEN
LIBERELes noirs
desseins
d'Amaury

Le 3 mars, Amaury patron du Parisien Libéré décidait la suppression du grand format et des éditions régionales. Ce qui signifiait 400 licenciements. Depuis longtemps la direction du Parisien se bat contre les annexes techniques (1) qu'elle juge « exorbitantes et anachroniques ». Pour Amaury, dès le départ l'enjeu de la bataille est double. Rentabiliser sur le plan économique, en s'attaquant aux avantages acquis des travailleurs du Parisien, et par la même occasion briser la puissance FFTL (2).

Dans ces basses œuvres Amaury bénéficie du soutien de nombreux alliés. Du pouvoir qui par le biais de ses aboyeurs, ministres ou députés, s'inquiète de la liberté de la presse menacée par le « syndicat totalitaire », mais qui se soucie fort peu du sort réservé aux futurs licenciés, et qui n'hésite pas à envoyer ses flics et ses nervis pour protéger la diffusion des éditions clandestines. De Bergeron qui s'insurge contre « la dictature communiste » de la FFTL, et de la Fédération FO du Livre qui se dit prête à fournir du personnel pour faire aboutir les projets de restructuration de la direction du Parisien.

La hargne d'Amaury, sa détermination sont les preuves de l'importance et de l'enjeu du conflit. Au delà des motifs financiers et économiques, c'est bien le syndicat du Livre qui est visé, et à travers lui les avantages acquis par les travailleurs de la presse. Une défaite des travailleurs du Parisien aurait des conséquences extrêmement graves pour l'ensemble du personnel du Livre. Elle créerait un précédent et encouragerait les autres patrons à faire de même. Après la Néogravure et Larousse, ce serait un pas important de fait vers la dégradation du rapport de force entre travailleurs du Livre et patrons de la presse et de l'imprimerie.

La mobilisation de l'ensemble de la profession est donc aujourd'hui nécessaire. L'attentisme de la direction de la FFTL n'a que trop duré. Il a fallu attendre 2 mois, de mars à mai, pour que la direction syndicale décide la grève illimitée au Parisien. La FFTL a appelé à une grève de 24 H dans toute la presse le 27 mai. Malgré ses aspects positifs cette riposte sera insuffisante si elle reste sans lendemain.

La solidarité internationale doit s'affirmer ; Amaury ne doit trouver aucune imprimerie en Europe pour éditer son journal. A l'image des postiers de centres de tri de Paris-Brune et Paris-Nord qui ont refusé d'expédier le journal aux abonnés, le soutien de l'ensemble des travailleurs doit se manifester.

Mais ce qui sera décisif, ce sera l'appui des travailleurs du Livre. Les conditions d'une riposte de toute la



Fotolib

profession existent. Depuis l'échec de la Néogravure, les attaques patronales se sont multipliées, les luttes aussi. L'idée que les luttes isolées ne suffisent pas, que dans le Livre aujourd'hui, c'est tous ensemble qu'il faut frapper doit faire son chemin.

Notes

(1) Annexes techniques : elles définissent dans la presse parisienne les effectifs, la durée de travail. C'est cela qu'Amaury refuse d'appliquer aujourd'hui.

(2) FFTL : fédération française des travailleurs du livre, affiliée à la CGT. Extrêmement puissante dans le Livre, quasi hégémonique, jouissant du monopole d'embauche dans la presse parisienne.

Grève,
dans les locaux
du « Parisien ».

LA GREVE DE LA PRESSE DU 27

« UN JOURNAL LEGER
QUI FLOTTE TRES BIEN »

Frontière belge : une centaine de camarades de la F.F.T.L., en compagnie d'une centaine de travailleurs du Livre belges, surveillent et contrôlent le contenu des camions qui franchissent la frontière. Malgré les flics côté français qui n'apprécient pas. Bagnolet : une vingtaine de camionnettes de fret sont interceptées.

Surveilliers, péage de l'autoroute du Nord : une centaine de travailleurs de la presse contrôlent le contenu des camions et camionnettes susceptibles de ramener de Belgique les éditions pirates du « Parisien libéré ».

Pont d'Asnières : deux cents travailleurs de la presse attendent. Trois camionnettes de « Allô Fret » suivies d'un car de flics franchissent le pont. Pas d'hésitation, on attend depuis trois heures du matin. Ce ne sera pas pour rien. Camionnettes stoppées, vidées. Le « Parisien libéré » est jeté à la Seine. Ça flotte très bien.

Porte de Clignancourt : même scénario. La Seine en moins. Sous le nez des flics impuissants, une camionnette est vidée et les journaux dispersés. Les gens qui regardent n'ont aucune hostilité.

Une journée bien remplie : celle de la grève générale des travailleurs du Livre. Elle fut préparée au cours du meeting à Blanqui le matin même, où s'étaient retrouvés 1.500 travailleurs. Là, avaient été prises les mesures de renforcement des postes de contrôle de Surveilliers et des piquets placés au dépôt de St-Ouen.

Côté Amaury, la mobilisation était impressionnante. Une dizaine de cars de flics convergeaient sur le péage de l'autoroute du Nord vers midi. Quant au départ de St-Ouen, il était littéralement cerné, les flics bouclant le quartier jusqu'aux abords de la porte de Clignancourt. En outre, pour le transport et la surveillance, la C.F.T. avait prêté son concours et fournissait une main d'œuvre musclée à « Allô Fret ». Un organisme de surveillance, avec des messieurs accompagnés de chiens venait renforcer l'armada. C'est un de ces flics intérimaires qui a attaqué à la chaîne les travailleurs de St-Ouen.

Rien n'est fini. Non seulement, il faut aider les travailleurs du « Parisien libéré » dans un combat qui, pour l'instant, est inégal. Mais il va falloir aussi défendre neuf travailleurs de la presse inculpés de vol !

PREPARER LA
CONTRE-OFFENSIVE
DE TOUTE LA
CLASSE OUVRIERE

Si, en d'autres temps, on avait vu le même semaine les ouvriers d'Usinor, de Chausson, de Rhône-Poulenc se mobiliser sur tout un trust, ceux de Santé et de la Sécurité sociale entrer en lutte, et des grèves se multiplier aussi bien dans le textile que dans la métallurgie, on aurait pu prédire sans grand risque de se tromper qu'une grève générale d'au moins 24 heures était dans l'air.

Or, la situation sur le front des luttes ouvrières offre aujourd'hui une image contradictoire : d'un côté une poussée de luttes très sensible avec des tendances à la coordination sur le plan professionnel ou régional, de l'autre une combativité qui reste faible dans certains secteurs ou certaines usines et un blocage persistant des perspectives centrales.

L'automne 74 avait vu se lancer dans la lutte des centaines de milliers de travailleurs de la Fonction publique, alors que ceux du privé, n'avaient que très peu bougé. Après l'échec de cette mobilisation, les premières semaines de l'hiver 75 avaient été surtout marquées par des luttes dures mais isolées, souvent dans des secteurs industriellement peu décisifs.

Aujourd'hui, malgré le demi échec de Renault, c'est dans les secteurs les plus divers que les luttes se multiplient contre le chômage et les attaques au pouvoir d'achat. Des gros bataillons de la sidérurgie et de la métallurgie entrent en lutte, en même temps que lentement à travers des luttes locales ou sectorielles la combativité se recompose, aux PTT, en Santé, à la SNCF.

Quel est donc l'obstacle essentiel qui pèse contre une généralisation des luttes ?

Il faut tenir compte, il est vrai du caractère inégal de la combativité, y compris d'une usine à l'autre au sein des secteurs en lutte. C'est une donnée qui a pesé dans l'issue du conflit Usinor.

Mais là n'est pas la raison essentielle. La principal blocage tient à la tactique suivie par les directions de la CGT et de la CFDT, à leur refus d'une centralisation des luttes qui déboucherait sur un affrontement avec le gouvernement.

Fait significatif : une rencontre CGT-CFDT était annoncée dans la presse pour le 23 mai à 16 H. Elle devait « examiner la suite à donner à l'action en cours de développement ». N'a-t-elle rien donné par suite de désaccords ? Les travailleurs n'en sauront rien. La seule initiative annoncée sur l'emploi c'est une « journée d'action » des partis qui se réclamant du programme commun, réconciliés pour l'occasion. L'opération politique prend ici l'allure d'une caricature.

D'autres perspectives existent. Elles ne consistent pas à lancer des appels à la grève générale immédiate, mais à préparer systématiquement à travers toutes les luttes en cours une contre-offensive d'ensemble de la classe ouvrière. D'abord en popularisant une plate-forme de lutte unitaire mobilisatrice : les 1700 f mini, les 250 F pour tous comme à Chausson et à Usinor, l'échelle mobile, les 35 h comme à Rhône-Poulenc Vaux-en-Velin, la nationalisation sans indemnité sous le contrôle des travailleurs des usines qui ferment ou licencient. Ensuite par la coordination des entreprises mobilisées par trust et par région en s'appuyant sur les luttes les plus avancées et en impulsant la discussion de leur expérience.

C'est dans cet esprit que les militants de la Taupé rouge sur Rhône-Poulenc avaient proposé que la journée de mobilisation du trust, le 28 à Paris, soit placée sous le signe de Vaux-en-Velin et qu'elle soit suivie d'une réunion des délégués de toutes les usines du trust pour discuter de la suite de l'action.

Une contre-offensive d'ensemble de la classe ouvrière est nécessaire et possible. La tâche est maintenant de la préparer.

F.L.

les immigrés à la pointe du combat !

un bastion du P.C.F.
une lutte sur 250 F pour tous
avec mise en place d'un comité de grève.

« Nos conditions de travail ? Elles sont dégueulasses. Quand les journalistes sont venus dans l'usine pour faire des reportages sur la grève, ils n'en croyaient pas leurs yeux. »

La direction de Chausson peut se féliciter de détenir trois records : un nombre d'accidents du travail trois fois supérieur à la moyenne nationale (cette hécatombe classe Chausson juste après les houillères et la sidérurgie) ; les salaires les plus bas de la branche après Citroën et Simca. Et le plus fort taux de « turn over » en France : 33 % des travailleurs (un sur trois !) sont remplacés tous les ans.

Les gars ne tiennent en effet pas longtemps dans cet enfer : les équipements sont absolument archaïques ; au fil des années, la direction a augmenté la production, augmenté le nombre de travailleurs, mais l'usine est restée la même, et il n'y a pas eu d'investissement nouveau. Résultat : des machines vétustes et pas entretenues. Certaines presses datent de 1900 ! L'huile coule des vérins sur la tête des travailleurs... Faute de place, les stocks sont collés en plein milieu des allées. Se déplacer dans l'usine, avec les chariots électriques qui déboulent de partout, c'est déjà risquer l'accident.

L'augmentation des cadences a alourdi la charge de travail aux limites du supportable. Sur les chaînes de montage, aux pinces à souder, les ouvriers travaillent les uns sur les autres, littéralement compressés sur les chaînes.

Quand, par dessus tout ça, on voit sa feuille de paye d'avril amputée de 200 F par le chômage partiel, le ras-le-bol est vite à son comble. La moindre étincelle suffit à faire partir toute l'usine en grève.

là où le boulot
est le plus dur

Marocains, algériens, africains, portugais... les immigrés sont en grande majorité (70 % du personnel) ; ils sont surtout à la production, aux chaînes en particulier, là où le boulot est le plus dur.

Non contente de les surexploiter, la direction essaye de les baillonner. Pour les marocains par exemple, elle utilise la très fasciste « Amicale des Marocains en France », agent direct d'Hassan II dans la boîte, comme sorte de police politique : présente au bureau d'embauche, à titre d'« interprète », elle multiplie les pressions sur les travailleurs marocains.

Malgré tous ces obstacles, les immigrés ont été les premiers partants pour cette lutte, dont ils sont véritablement le fer de lance, aussi bien aux commissions et au comité de grève que dans les manifestations.

un bastion du P.C.F.

Dans la métallurgie parisienne, les usines Chausson ont de longue date été considérées comme une place forte du mouvement ouvrier. La C.G.T. y est largement majoritaire (un millier de syndiqués, alors que la C.F.D.T. n'en compte que 150). Pour le P.C.F., l'usine de Gennevilliers, la plus grosse boîte du trust, est un véritable bastion, comme peuvent l'être Rateau à la Courneuve ou l'imprimerie Del Duca... Il y a peu d'usines en effet où existent plusieurs cellules du P.C.F. regroupées en section d'entreprise, où l'humain est abondamment vendue. Deux réserves néanmoins : cette implantation est

surtout concentrée chez les ouvriers professionnels ; et elle est plus marquée à Gennevilliers qu'à Asnières.

Mais l'extrême gauche est présente à Chausson où plusieurs groupes interviennent. Numériquement faibles, les militants révolutionnaires ont su acquérir un poids certain dans cette lutte, parce qu'ils ont gagné une audience auprès des travailleurs immigrés, et parce qu'ils ont su répondre

au besoin d'organisation démocratique de la lutte qui s'est manifesté.

250 francs pour tous

La grève est partie de la base. On savait que l'usine était chaude. Mais bien peu s'attendaient à ce que démarre une grève pareille. Et ceux qui, le deuxième jour de la grève, ont dû partir 200 pour un voyage organisé à Moscou, prévu de longue date par le C.E., n'ont pas été les derniers surpris...

Le mouvement est parti le 14 mai : une délégation de l'usine de Maubeuge devait se rendre à Paris. A Gennevilliers, les gars d'un atelier ont débrayé et sont passés dans les autres secteurs de l'usine. Peu après, toute l'usine partait en manif au siège. L'après-midi même, la grève avec occupation était votée.

Les revendications (communes aux différentes usines) sont claires et mobilisatrices :

- 250 F pour tous ;
- pas de salaire inférieur à ceux de Renault ;
- amélioration des conditions de travail ;
- paiement des jours de grève ;
- dehors, l'Amicale fasciste des Marocains !

Cette plate-forme de lutte est exemplaire, pour deux raisons au moins :

- elle se prononce pour une augmentation uniforme : « 250 F, une somme égale pour tous : c'est pour ue, contrairement aux augmentations en pourcentage, nous ayons tous la même chose » (Information du Comité de grève de H, 22 mai 1975) ;
- elle inclut une revendication essentielle des travailleurs immigrés contre la répression, revendication soutenue par les organisations syndicales.

renforcer le
comité de grève

Dès le début de la lutte, des comités de grève ont été mis en place sur les deux usines. Dans des entreprises où la majorité des travailleurs immigrés ne sont pas syndiqués, la nécessité de tels comités (auxquels participent d'ailleurs des responsables syndicaux) était une évidence. A Asnières, le comité de grève est très représentatif de la lutte puisque les travailleurs y sont soit délégués, soit élus par secteurs. A Gennevilliers, ce sont les responsables des commissions (mises en place par l'assemblée générale des grévistes) auxquels se sont joints des responsables syndicaux.



UN COMITE DE GREVE POURQUOI FAIRE ?

Qu'est-ce qu'un comité de grève ?

Il est composé de camarades désignés par secteurs, ateliers ou services, par les grévistes et d'autre par de représentants des syndicats.

Quel est son rôle ?

Il exécute les décisions des assemblées générales, organise le mouvement (occupation, animation, sécurité). Ce travail est réparti entre différentes commissions dont les responsables ont été choisis dans le Comité de grève.

service d'ordre : chargé de l'organisation de la surveillance et des tours de garde.

sécurité : machines, matériel, accidents divers
repas : en collaboration avec le C.I.E. (...)

aide aux cas difficiles
animation : loisirs, distractions pendant l'occupation

information des grévistes et de la population (par tracts, affiches, etc.)

(Extrait de « Information Comité de grève asnières du 19 mai)

Adja

Chausson-Gennevilliers. Le meeting du 21 mai.



DOCUMENTS

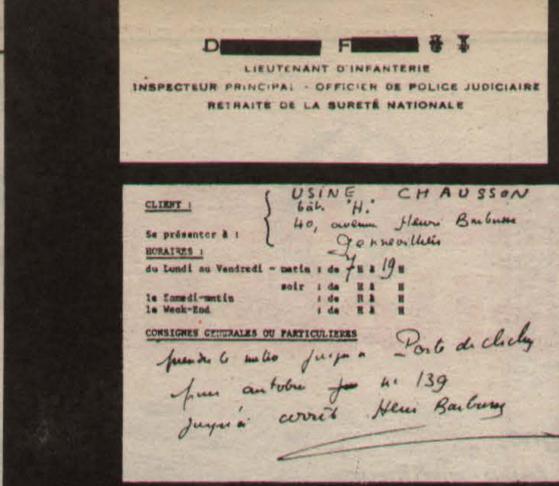
DE SERIEUSES REFERENCES

Le P.C.F. cherche à réduire le rôle du comité de grève à celui d'un organe « technique », parallèle aux organisations syndicales. Qu'il s'occupe des commissions et de la bouffe, soit ! Mais pas question d'admettre qu'il soit le représentant des travailleurs en lutte. A Gennevilliers par exemple, quand le comité de grève ou les commissions se réunissent, les militants du P.C.F. ont souvent des réunions plus importantes...

La Taupe Rouge Chausson appelle à renforcer le comité de grève. C'est une forme d'organisation unitaire qui regroupe syndiqués et non syndiqués, C.G.T. et C.F.D.T., français et immigrés. Il doit être reconnu comme un organe de décision et de direction de la lutte. De plus, c'est sur tout le trust que la lutte se mène : c'est l'idée d'un Comité central de grève, composé de représentants des comités de grève de chaque usine qui doit être maintenant discutée.

prêts à tenir

L'occupation dure maintenant depuis deux semaines. Pour le moment, la direction pose des préalables, et refuse de négocier. A Reims,



Quand on fait carrière dans l'armée et dans la police, on est naturellement un candidat privilégié au poste de surveillant chez Chausson.

elle a envoyé ses flics ; à Maubeuge, elle menace de licenciements. A Gennevilliers, elle assigne le 28 mai, les syndicats au tribunal des référés pour essayer de casser la grève par l'expulsion des grévistes.

Plus que jamais, il importe de renforcer la lutte et sa prise en charge par tous les grévistes ; d'abord en renforçant les piquets de grève. Il y a déjà eu une première attaque fasciste contre l'usine. Le réflexe des travailleurs a été rapide : matraques, portes barricadées avec camionnettes et container, lances à incendie prêtes à fonctionner. Mais la vigilance ne doit pas se relâcher. Il s'agit aussi de maintenir une vie de la grève. Il y a quelques jours par exemple, le film sur la grève de Margoline a été projeté ; la discussion qui l'a suivi a été longue et passionnée. Des travailleurs immigrés, qui ne prenaient jamais la parole, ont parlé pour dire tout ce qu'ils avaient sur le cœur : cette exploitation, ces conditions de travail, ces brimades...

A Chausson, les grévistes ont dans l'idée qu'on va vers un conflit dur, comme celui de Renault ou d'Usinor. Ils savent que ce ne sera pas facile. Ils sont prêts à tenir.

le 28 mai 1975
Correspondant



Un des barrages des portes à Dunkerque.

USINOR

CONTRE UN PATRON DE CHOC

Les grévistes d'Usinor-Dunkerque ont entamé leur 5^e semaine de grève. Ils ne luttent pas seuls. La semaine écoulée a été marquée par trois journées importantes. Le 21 grève générale sur le trust Sacilor-Sollac le 23 sur le trust Usinor, le 27 sur l'ensemble de la sidérurgie. A chaque fois les débrayages ont été massifs, preuve de la réelle combativité des sidérurgistes, de la justesse des revendications avancées par ceux d'Usinor, de leurs capacités mobilisatrices.

Toutefois à Dunkerque la grève n'est pas sans connaître des problèmes. On aborde le deuxième mois de grève, la question du maintien du rapport de forces, du renforcement de la solidarité doit être posée.

Ceci est d'autant plus nécessaire que l'adversaire, en l'occurrence la Direction, manoeuvre de manière redoutable. Nous avons fait part la semaine dernière (Rouge N° 301) des propositions de la direction, qu'avaient unanimement repoussées les directions syndicales. Une deuxième entrevue a eu lieu lundi dernier, la Direction a renouvelé, sans en modifier une virgule, les mêmes propositions ; les syndicats les ont à nouveau repoussées.

Mais en même temps qu'elle se dit prête à négocier, la direction d'Usinor multiplie les manoeuvres. Les attaques des piquets de grève par des commandos de jaunes deviennent de plus en plus fréquentes, violentes : quatre grévistes ont été roués de coups au point qu'il a été nécessaire de les hospitaliser. La direction joue à fond la carte de l'intox. Il est vrai qu'une partie de la maîtrise et du personnel a repris le travail, mais la direc-

tion amplifie systématiquement les chiffres, qui sont repris complaisamment par la presse à sa botte. Le but recherché est avant tout psychologique : faire croire à la masse des travailleurs indécis qu'une partie importante du personnel travaille.

Jusqu'à présent toutes ces tentatives sont restées sans effets. Mais il est clair que si la grève s'effiloche, ces prochains jours elles risquent d'être payantes. Le renforcement et l'extension de la solidarité sont donc et de façon urgente, à mettre à l'ordre du jour. Briser à tout prix l'isolement est vital pour ceux d'Usinor. Surtout qu'à l'heure actuelle les menaces de répression se précisent. Une vingtaine de lettres de licenciements ont été envoyées, elles touchent les éléments les plus combattifs, des délégués syndicaux comme des travailleurs sans mandats. Cette manoeuvre patronale qui rappelle par ailleurs celle employée à Renault risque, si elle aboutit, d'avoir des conséquences graves : la décapitation des sections syndicales.

L'enjeu est de taille, la réponse des travailleurs de la sidérurgie et de la région dunkerquoise doit être à la mesure de cet enjeu.

DERNIERE MINUTE :

A la suite de l'assemblée générale du mercredi 28 mai, les grévistes ont décidé d'arrêter la lutte dans sa forme actuelle, mais de maintenir le mot d'ordre de grève. Les travailleurs en lutte se présenteront demain jeudi à leurs postes de travail et y tiendront des réunions par ateliers et par équipes pour décider de la poursuite du conflit.

Le 28.05.75



CHAUSSON REIMS : LES JAUNES SOUS LA PROTECTION DES FLICS ET DE LA C.F.T.
Mercredi dernier, a eu lieu une première offensive de la direction et des flics : le matin, 10 cars de C.R.S. se sont alignés le long du trottoir de Chausson. La maîtrise est arrivée en face, accompagnée de gros bras de la C.F.T.-Citroën armés de barres de fer et de chaînes de vélo. Ils ont découpé le grillage à quelques trente mètres du piquet sous la surveillance du préfet. Les vingt gars qui se trouvaient au piquet de grève n'ont pas réagi. Hier, ils ont remis ça : ils ont de nouveau cisailé le grillage pour faire rentrer les jaunes et la maîtrise (200 personnes environ sur un total de 1.400), sans plus de réaction du piquet. La grève avec occupation continue. Il y a eu des collectes et une manifestation. Mais la participation de la masse des travailleurs à la lutte est faible : il n'y a pas de comité de grève, ni de commissions. A noter la place stratégique de cette usine dans le trust (elle a le monopole de la fabrication des radiateurs sur la France pour toutes marques).

Reims, le 27 mai
Correspondant

avant le 39ème CONGRES CGT DE LIP A RENAULT

*Ce congrès ne vise pas à définir la ligne,
mais à se donner les moyens de la faire appliquer*

« Disons-le nettement, on n'a pas encore compris le caractère et la dimension de l'effort qui est demandé et soumis à la discussion du congrès, sans quoi cela se verrait ! » (1) C'est Marcel Caille lui-même, secrétaire confédéral, qui se plaint à un mois du congrès confédéral. En fait si ce congrès suscite aussi peu d'enthousiasme chez les militants et les syndiqués, c'est bien sûr parce que les exhortations à la discussion et à la démocratie ne suffisent pas à balayer des années « d'habitude et de routine ». Mais plus fondamentalement, c'est que les textes préparatoires ne permettent en rien de répondre aux questions que se posent aujourd'hui les travailleurs pas un mot sur les moyens d'action à mettre en œuvre pour faire céder le patronat et le gouvernement ! Aucun bilan n'est tiré des luttes importantes de ces dernières années, de Lip à Renault en passant par les grèves de novembre 1974.

C'est que ce congrès ne vise pas à définir la ligne, mais à se donner les moyens de la faire appliquer...

Tirer les leçons de l'Après-Mai 68

« Il ne peut y avoir de contradiction fondamentale entre la CGT et le PC ». Georges Seguy dans son dernier livre « Lutter », réaffirme clairement que la CGT a fait sien la stratégie qui est celle du Programme Commun. Une stratégie qui vise à subordonner les luttes aux échéances électorales, mais surtout refuser la coordination, la centralisation des luttes surtout dans une période où l'intransigeance patronale et gouvernementale conduit rapidement à l'épreuve de force et à l'affrontement central.

En définitive, l'important n'est pas que les travailleurs prennent conscience dans l'action et rallient les hésitants sur la base du rapport de force créé, mais bien que « l'opinion publique puisse, aussi clairement que possible, situer les vrais responsables des difficultés et problèmes résultant du conflit » (2) et qu'elle s'en souvienne à l'heure de l'isolement.

Cette ligne-là n'a pas changé. Mais la direction confédérale a tiré les leçons de l'après-mai 68 et du prix qu'elle avait dû payer pour la faire passer dans les faits... Aujourd'hui la question centrale est donc : comment maintenir une tactique de lutte décentralisée en évitant toute épreuve de force sans heurter de front les mobilisations ouvrières ? Comment faire pour enrayer la désaffection dont est victime le syndicat CGT dans les grandes entreprises ? Comment faire pour éviter que ne se reproduisent des pertes de voix comme celles enregistrées récemment à Usinor Dunkerque ?

Le chevauchement des luttes...

L'après-Mai 68 a été l'heure du cassage et de l'isolement des luttes, de la théorie des « complots », de la lutte anti-gauchiste, des rapports conflictuels avec la CFDT : l'heure des Batignolles, du Joint Français, et d'Overney.

Trois dates marquent le « tournant » qui s'est opéré depuis :

— novembre 72 : le CCN (3) de la CGT arrête le principe de limiter les initiatives confédérales aux objectifs prioritaires, tout en assurant à tous les niveaux la poursuite de l'action sans attendre les initiatives nationales.

— avril 73 : après le virage à 180° de l'UNEF et de l'UNCAL, dans les mobilisations de la jeunesse, CGT et CFDT rencontrent les comités de grève des étudiants et lycéens en lutte contre la loi Debré. La manifestation du 1er Mai sera organisée en commun.

— 26 juin 74 : CGT et CFDT signent un accord sur les revendications et la conduite des luttes. Présenté par la CGT comme un document « de portée historique », c'est en réalité avant tout un accord « anti-Lip », ce qui fait dire à René Buhl (4) que « les principes d'un syndicalisme efficace et responsable se sont imposés comme une règle commune » (5).

Ces trois dates permettent de comprendre l'attitude actuelle : d'une part il n'est plus question de se laisser déborder sur sa gauche, que ce soit par les gauchistes ou par la CFDT ; Seguy se montre plus dur que Maire au début du conflit Lip ; la V.O. titre « En avant toute » en novembre 74 ; la CGT cherche à occuper tous les terrains de radicalisation : « problèmes jeunes », armée, femmes... D'autre part la « décentralisation sauvage » sert de substitut à une véritable coordination des luttes : « Je suis autant que possible contre la centralisation de l'action et les initiatives systématiques au sommet. Je pense qu'il vaut mieux obtenir l'engagement des travailleurs sur une base consciente et responsable plutôt qu'une réponse aux mots d'ordre venus d'en haut » sur la base de la simple discipline ou d'une confiance aveugle » déclare Georges Seguy (6).

Louable intention, mais qui se traduit dans la pratique par une capitulation pure et simple de l'organisation syndicale : lorsque le conflit Lip atteint une « dimension nationale », la CGT dénonce l'aventurisme de la section CFDT, met en garde les travailleurs, ne participe à la marche sur Besançon que par son service d'Ordre et regrette amèrement le bon plan Giraud. Le 19 novembre 74, alors que des dizaines de milliers de postiers et fonctionnaires étaient en grève illimitée, Seguy s'adresse à Chirac en première page de l'Humanité : « Il ne s'agit pas de céder, mais de négocier ! ». Chez Renault, tout est fait pour isoler et arrêter les départements qui débordent le cadre de la tactique des « coups d'épingles » arrêtée en haut lieu.



On « accompagne » les luttes sans leur donner de perspectives et en évitant soigneusement l'affrontement central avec le pouvoir.

...et ses limites

Si cette tactique s'avère plus efficace contre les militants d'avant-garde et moins voyante que celle qui consistait à déceler dans chaque grève la provocation de gauchistes-valets-de-la-bourgeoisie elle ne s'en heurte pas moins à la combativité des travailleurs. La CGT a beau déclarer dans ses résolutions de Commission exécutive que « naturellement ce sont les travailleurs qui se déterminent » et que « la démocratie ouvrière est l'indispensable prolongement de la démocratie syndicale », il y a loin des paroles aux actes.

Ainsi quand les travailleurs de Lip n'acceptent pas les propositions de la CGT de ratifier le plan Giraud, la CGT dénonce, refuse de signer avec le comité d'action (ce qu'elle avait fait depuis le début), s'isole... et perd des voix aux élections professionnelles.

Ainsi quand les travailleurs du département 77 à Renault votent massivement la continuation de la grève illimitée les dirigeants de la CGT Renault organisent une réunion de la section syndicale (ce qui en soi est normal) et demandent aux adhérents de reprendre le travail compte tenu de l'opinion majoritaire de la section (ce qui est pour le moins une curieuse façon de laisser les travailleurs se déterminer) (7).

On comprend à la lumière de ces exemples que les différences de définitions données de la démocratie syndicale (« faire jouer tout leur rôle aux syndiqués ») et de la démocratie ouvrière (« avoir une liaison la plus étroite possible avec les travailleurs ») ne sont pas des querelles de mots, mais correspondent à une pratique précise.

Il est vrai que quand on se fixe comme perspective de passer d'un syndicalisme d'opposition à un syndicalisme de gestion, comme le fait Seguy (8), la gestion par les travailleurs eux-mêmes de leurs propres affaires - en premier lieu les luttes - ne saurait constituer un but en soi ! Elle n'est tolérable que dans un but de recrutement et aussi longtemps qu'elle n'entre pas en conflit avec les visées des bureaucraties.

G. Rocques

(1) Le Peuple n°965

(2) Jacqueline Derville-Lambert : « La CGT hier, aujourd'hui, demain » p. 81.

(3) Comité Confédéral National.

(4) Secrétaire confédéral.

(5) La CGT hier, aujourd'hui, demain p. 80.

(6) Lutter (p. 205).

(7) Cf. Le 77 : une autre façon de lutter (Les Cahiers de la Taupie n° 4).

(8) Lutter.

POINTS CHAUDS



Gabrielli.

P.T.T. : LE TALON D'ACHILLE

● Parce que les travailleurs du tri Paris-Nord et Paris-Brune n'ont pas voulu être utilisés pour briser la grève du Parisien Libéré et ont refusé d'acheminer les abonnements, la direction a cru pouvoir prendre des sanctions.

Mal lui en pris, car la riposte a été immédiate : grève reconductible votée par brigades à Paris-Brune, grève à Paris-Nord. A cette occasion Achille Fould le remplaçant de Lelong n'a pas hésité à se montrer sous son

vrai visage, celui de Poniatowski en envoyant les flics. Ces derniers sont intervenus violemment à Paris-Brune, où ils ont ouvert les portes au bulldozer et chargés les postiers à l'intérieur du centre.

Ce fut un mauvais calcul. Cette intervention policière a renforcé la détermination des postiers à soutenir la lutte des travailleurs du Livre. Ils n'oublient d'ailleurs pas qu'en novembre le torchon d'Amaury titrait : « La chienlit aux P.T.T. ». Mais en même temps que le soutien actif aux travailleurs du Parisien, les travailleurs du P.T.T. en profitent pour poser leurs propres revendications.

Correspondant le 28.5.75

HOPITAUX LA LUTTE CONTINUE ET S'ETEND

● Depuis plusieurs semaines maintenant les spécialisés (labos, kynésis, radios) sont en grève. La lutte s'est durcie dans plusieurs hôpitaux, où les labos et les radios n'assurent que les urgences ; cela se double d'une grève administrative généralisée. Le problème essentiel est celui de l'extension aux autres catégories. Cette extension est possible, comme le montre l'exemple de l'hôpital Beaujon, où l'ensemble du personnel est en grève depuis le 15 mai.

La manifestation du personnel hospitalier parisien du 27 a montré une combativité très importante : 8.000 manifestants, un sit-in massif devant le Ministère des Finances, malgré l'appel de la C.G.T. à une dispersion immédiate, et malgré l'agressivité policière.



Une des raisons pour lesquelles le mouvement ne s'est pas étendu jusqu'ici réside d'ailleurs dans la division syndicale et dans l'attitude de la direction C.G.T. qui refuse de reconnaître la grève des spécialisées et se montre hostile à leurs formes d'action (réduction des cadences) et à leur organisation démocratique (comité de grève ou de coordination par hôpital, coordination centrale de ces comités, assemblées générales des spécialisées). La C.F.D.T.-A.P. soutient la grève, mais la division pèse lourd, malgré l'unité à la base des spécialisées en lutte. Pourtant, la seule perspective reste une extension de la grève qui peut permettre de faire céder Veil et Fourcade. D'autant que les hospitaliers lyonnais ont aussi réalisé plusieurs journées de grève.

Pour 250 F pour tous, une carrière sans barrage, pas de salaire inférieur à 2.000 F, la retraite à 55 ans* c'est tous ensemble qu'il faut frapper.

Le 27 mai 75
Correspondant Santé

RHONE-POULENC 3000 devant le siège à Paris

● Par cars entiers, en auto, en train, des délégations des usines Rhône-Poulenc étaient venues de tous les coins pour se rendre au siège du trust. Le même jour, 25 usines étaient en grève de 24 heures. La manifestation, combative, regroupa plusieurs milliers de travailleurs venus montrer qu'ils n'entendaient pas voir sacrifier leur emploi sur l'autel du profit.

La multinationale Rhône-Poulenc, sous une image de marque « libérale » poursuit une politique de rentabilisation féroce : en France, en 5 ans, dans le secteur textile, le nombre de travailleurs est passé de 23.000 à 19.000 ; en Allemagne, à Deutsche Rhodiacéta, les effectifs sont passés de 4000 à 2.900 ; même chose à Viscose en Suisse. La direction a même annoncé récemment qu'elle s'orientait vers une suppression massive des emplois féminins (un quart des effectifs de la société sont concernés).

Comme prévu, la rencontre entre les délégations syndicales et Renaud-Gillet n'a rien donné. Le PDG s'est contenté de réaffirmer qu'il n'était pas possible « dans notre économie » de garantir l'emploi, et qu'il continuerait à faire le maximum. Il n'est même pas sorti de cette réunion une promesse d'ouverture des négociations...

Les travailleurs de Rhône-Poulenc se voient donc ainsi confirmer qu'il n'y a d'autre issue que celle d'une lutte résolue sur l'ensemble du trust, en suivant la voie montrée par les travailleurs de Vaux-en-Velin.

REIMS - CHAUSSON MARELLI - PUM. C'est tous ensemble qu'il faut frapper.

● PUM entreprise de la métallurgie employant plus de 1000 personnes est en grève avec occupation sur la revendication : 200 F pour tous. Etant donné la proximité des boîtes un piquet de grève commun PUM-CHAUSSON a été mis en place. Expérience intéressante de prise en charge commune des problèmes d'auto-défense.

Aujourd'hui 28 mai, une manifestation de soutien de toutes les boîtes en lutte est organisée par les UL-CFDT et CGT.

Correspondant

Rectificatif

● A la demande des camarades de la LCR de Bordeaux et des militants du PSU, nous publions (bien volontiers) un rectificatif sur le déroulement de la manifestation du 1er mai à Bordeaux : il n'y avait pas, comme nous l'avons écrit, d'un côté la LCR et les différents comités de masse, de l'autre le PSU et l'Union socialiste espagnole ; mais un cortège unitaire qui regroupait le PSU, l'Union socialiste espagnole, la LCR et les Comités de masse (la LCR n'ayant toutefois pas signé la banderole commune qui ouvrirait le cortège révolutionnaire).

FLASHES

● Vérité sur la mort d'Alain Khetib

A l'initiative du Comité anti-raciste de Nanterre, une manifestation est organisée samedi 31 mai, cité des Potagers. Pour exiger toute la vérité sur la mort d'Alain Khetib, jeune ouvrier algérien qui arrêté à Nanterre se serait soi-disant suicidé à Fleury-Mérogis.

● Grève avec occupation aux Câbles de Lyon-Clichy : depuis le 26, les 1800 travailleurs des Câbles de Lyon-Clichy occupent leur entreprise pour des augmentations de salaires, une prime de vacances de 1000 fr., les heures de délégations syndicales payées. Le personnel est composé à 80 % d'immigrés une revendication mise aussi en avant : à travail égal, salaire égal.

Correspondant

● Bordeaux : grève chez Gauthier-Hosteins, entreprise de 60 personnes qui fabrique des carrosseries. Chez Tramac-Deruppe (construction mécanique) qui emploie 250 salariés. Grève également à la poudrière St-Médard. Les motifs, partout les mêmes : augmentations des salaires, garantie de l'emploi.

Les bus de Bordeaux, qui sortent d'une longue grève menaçant de repartir : la direction n'applique pas les accords.

● A la CGCT-Rennes : débrayage massif de protestation contre le licenciement d'un travailleur qui était arrivé au terme de sa période d'essai. L'unité du personnel et la rapidité de la riposte ont fait reculer le patron, le travailleur est embauché définitivement.

Correspondant

L'affaire du REPUBLICA

La liberté de la presse ne signifie pas forcément la liberté d'expression

L'affaire du journal « República » donne prétexte à une double campagne d'opinion de la part du Parti socialiste portugais. Au Portugal même où, au nom de la « liberté », il organise des manifestations de masse dont il était incapable il y a quelques mois. « Nous aurions encore plus de suffrages si les élections avaient lieu maintenant » jubile Mario Soares. Sur le plan international où le cœur indigné des démocrates vient à point pour couvrir les menaces quasi ouvertes de Gerald Ford contre le Portugal. Jusqu'à l'inévitable Jean Daniel qui larminoie dans un éditorial du Nouvel Observateur sur le courage de « ce petit homme simple... qui livre un grand combat pour le socialisme » — Mario Soares...

Par delà cette campagne d'opinion, l'affaire du República pose un réel problème, de fond, celui de la position du mouvement ouvrier face aux moyens d'information. Mais pour pouvoir aborder cette question avec sérieux, il faut d'abord tirer au clair deux faits obscurcis comme à plaisir dans les débats sur cette affaire.

D'abord, República n'est pas le journal officiel du Parti socialiste, il n'appartient pas à la presse militante du mouvement ouvrier. C'est un journal privé d'opinion, aujourd'hui largement influencé par le Parti socialiste, c'est tout. Et cette petite différence a certaines conséquences que nous aborderons.

Ensuite, contrairement à l'idée que veut accréditer le Parti socialiste, ce n'est pas le Parti communiste qui a bloqué la sortie du journal. C'est la commission des travailleurs, dans laquelle les militants du P.C. sont influents mais aussi ceux du groupe

maoïste U.D.P. Et il suffit de mesurer l'embarras que crée cette affaire au P.C., de comprendre à qui elle profite, pour être convaincu que la direction du P.C. n'en a pas tiré les ficelles.

Donc, toute position qui, dans cette affaire, se limite à choisir le P.C. ou le P.S., à jouer l'un contre l'autre, passe à côté du vrai problème.

la version des travailleurs de « República »

Quelle est l'interprétation du conflit donnée par les travailleurs de la Commission des travailleurs de República ? Leur premier argument, c'est qu'il s'agit d'un *conflit du travail* : la situation financière de l'entreprise se détériorait, les ventes tombaient, le chômage menaçait. Pour contrôler la gestion, ils auraient alors décidé d'élire une commission à raison d'un délégué pour quinze travailleurs (deux délégués de la rédaction, quatre typos, trois de l'administration, deux de l'expédition, et un des coursiers). Mais là s'opère un glissement : la commission de travailleurs rend le contenu du journal responsable de la dégradation des ventes (O Seculo, 21 et 24.5.75).

Leur version reçoit le soutien des travailleurs de l'information, et de l'assemblée de la société générale de typographie. Les premiers reprennent dans leur motion la thèse du conflit du travail : « C'est pourquoi les travailleurs de República ont décidé d'exercer un plus grand contrôle sur le journal afin de garantir le caractère apolitique de son contenu et leur propre

droit au travail » ; ils ajoutent même que la bataille de República se situe dans le cadre de la bataille de la production, pour la sauvegarde d'une petite entreprise !

au nom de la liberté de la presse ?

Du côté du Parti socialiste, la campagne d'opinion est menée sur le thème de la liberté de la presse. Or, qu'est-ce que la liberté de la presse ? la liberté d'expression ? Pas exactement. C'est d'abord la liberté pour les possédants de s'approprier les moyens d'information et de communication.

C'est pourquoi la bataille des travailleurs de República pourrait coïncider avec les intérêts généraux des travailleurs portugais. En effet, nous, communistes révolutionnaires, exigeons d'abord la *nationalisation immédiate et sans indemnité des papeteries, des productions et des parcs de matériel d'imprimerie, des chaînes de radio et de télévision, des agences de presse*. Cela ne suffit pas pour résoudre le problème d'une information critique et démocratique. Mais c'est une *condition nécessaire*, préalable, pour que les organisations culturelles, ouvrières, les différentes collectivités locales ou de travail aient accès aux moyens de communication pour échanger leurs expériences, leurs propositions, et se donnent les moyens du grand débat collectif que suppose l'élaboration démocratique d'un plan économique d'ensemble.

Nationaliser les moyens de communication ne signifie pas autre chose que les arracher au contrôle d'intérêts privés. Cela ne signifie pas étatiser l'information. Telle ou telle organisation, tel ou tel syndicat, telle ou telle collectivité universitaire ou culturelle peut conserver sa presse, sur la base d'une répartition nationale des moyens existants.

Dans un tel cadre, les travailleurs d'une entreprise d'imprimerie ou d'un journal ne peuvent s'ériger en censeurs au nom de la totalité du prolétariat, dont ils ne constituent qu'une petite fraction. Le *contrôle ouvrier sur les organes d'information ne peut pas justifier un droit de censure, mais seulement un droit de contre-information*. Ainsi au lieu de bloquer un journal ou couper ses articles, les travailleurs de la commission de coordination de República pouvaient, lorsqu'ils estimaient l'information tendancieuse, exiger la publication parallèle de leurs propres communiqués. Ils auraient ainsi posé publi-

quement la question de l'information et mis la démocratie de leur côté !

Voilà notre point de vue. Celui d'une critique fraternelle, d'une confrontation de positions au sein du mouvement ouvrier, sur une question difficile.

La bataille menée par le Parti socialiste portugais est toute autre. Elle utilise l'affaire du República pour élargir son offensive post-électorale : remise en cause des conseils municipaux mis en place après le 25 avril 1974, contestation des directions syndicales élues à main levée... Sur le terrain des libertés démocratiques et de leur défense, nous pouvons renvoyer le P.S. et le P.C. portugais dos à dos : nous n'avons pas attendu l'affaire du República pour nous alarmer. Nous avons condamné à temps les décrets de juin 74 qui restreignaient toute la liberté de la presse (en instaurant une véritable censure) et ceux de septembre qui limitaient le droit de grève. Nous avons condamné les mesures d'interdiction et la répression contre les groupes maoïstes.

Les ministres communistes et socialistes se sont moins préoccupés de démocratie, quand ils adoptaient ces décrets et les mettaient en pratique sans piper mot !

D. Bensaïd



Fotolib

Le copcon devant le local de República



Simonet

inprecor

Est paru
Inprecor n° 26 au sommaire :
— Révolution permanente au Vietnam
— Argentine, Espagne, RFA, URSS,
Hongrie, USA, Québec.

A paraître le 5 juin
Inprecor n° 27/28 Spécial sur la
situation économique mondiale

LEON TROTSKY PROBLEMES DE LA REVOLUTION ESPAGNOLE

Textes recueillis, présentés et annotés
par
PIERRE BROUÉ

Il va sortir le 30 mai ! Un conseil : ne vous précipitez pas le jour même, vous êtes 400 souscripteurs !



« PORTUGAL : UN ENJEU REVOLUTIONNAIRE POUR L'EUROPE »

Une brochure du « CEDETIM »

Cette brochure de 112 pages qui vient de paraître est un des meilleurs documents de travail sur le Portugal. Et ce, sur un sujet où la bibliographie est pauvre et les informations sérieuses disparates. Mais rien dans cet ouvrage collectif n'est « bidonné » : il y a une somme d'informations bien établies et quelques hypothèses prudentes en guise d'analyse. « Nous avons pensé qu'il fallait faire vite, qu'il valait mieux diffuser aujourd'hui ce texte incomplet » disent les auteurs en préambule. Et ils reconnaissent leur tâtonnement. Les différences d'appréciation entre les différents articles apparaissent clairement, ne serait-ce qu'au niveau des mots utilisés : « la puissance soviétique » (p. 4), l'encouragement aux « différents mouvements m.l portugais à se regrouper en France » (p. 33), le tableau sommaire des principales « grèves non-réformistes » (sic p. 53) une attention soutenue au PRP (BR) issu du PPLN qui siègeait à Alger (p. 103), un soutien au « m.l », issus de la résistance, « seule force révolutionnaire conséquente au Portugal ».

Nous sommes en total désaccord avec celui des articles qui prônent une « stratégie d'union populaire vers la révolution » où l'une des phrases synthétise la confusion : « l'objectif final de ce front populaire appuyé sur les comités, c'est la révolution prolétarienne » (p. 84). C'est là le centre de la discussion que nous aurions avec le collectif du CEDETIM si ses membres ne poussaient pas l'ostracisme jusqu'à ignorer les positions des trotskystes sous prétexte qu'à leur avis « l'influence de la L.C.I. » est limitée.

Etant donné que le CEDETIM souhaite que « ce bulletin soit dès maintenant l'occasion d'une discussion élargie pour un effort unitaire de réflexion et d'information politique sur le Portugal », il y a matière à discuter pour « résoudre la question du parti » puisque « c'est sur la question du parti que se divisent les M.L. emberlificotés dans une logomachie quelque fois avant-gardiste et proclamatoire, d'où leur étrange faiblesse dans leur capacité d'organiser les masses, qui adhèrent de fait à la stratégie d'unité populaire » (p. 84).

Quoi d'étonnant à ce que les masses adhèrent à la stratégie

d'unité populaire, si les m.l. n'ont à leur proposer que la « révolution démocratique nationale » au nom de « la terre, du pain, de la liberté et de l'indépendance nationale » ? En quoi cette « étape » de la révolution que proposent les m.l. diffère-t-elle en pratique de « l'étape » que préconisent ceux du PCP combattus, par eux et par ailleurs, comme « social-fascistes » ? La division de la classe ouvrière entre les directions social-démocrate du PS, stalinienne du PCP, maoïstes du MRPP et de l'UDP, n'est-elle pas tragédie de la révolution portugaise ? A partir de là, sur quelle politique construire le parti de la classe sociale la plus nombreuse au Portugal, de la seule classe révolutionnaire, de la classe ouvrière ?

Les militants du CEDETIM écrivent encore : « C'est probablement sur le M.F.A. que nous nous sommes posés le plus de questions. « Quel M.F.A. ? Quel projet politique propre au M.F.A. ? En a-t-il un ? » L'article - riche et avec beaucoup d'inédit - sur les origines du M.F.A., ne peut pas se satisfaire du titre de chapitre : « un contenu de classe variable » ni de l'explication selon laquelle le M.F.A. est « animé par une idéologie de démocratie militaire égalitariste ». Les nuances sur l'analyse du M.F.A. peuvent coûter demain de la chair et du sang à la classe ouvrière portugaise. Nous soumettons, nous aussi, aux militants du CEDETIM cet autre « point de vue » exprimé la semaine dernière par les 6 soldats portugais du Front des soldats et marins révolutionnaires ainsi que dans la « lettre du Portugal » (Rouge n° 301).

Mais en résumé, il faut saluer la réalisation de cette brochure et il faut inviter massivement à l'acheter, à la lire. Quelques soient nos désaccords. Ce n'est pas la première fois que le CEDETIM (qui fut à l'origine des Comités Chili) réalise des travaux aussi utiles à des discussions militantes.

G. Filoche

Notes :

PRP (BR) : parti révolutionnaire du prolétariat issu du :
F.P.L.N. : Front Patriotique de Libération Nationale.
CEDETIM : « centre d'études anti-impérialistes » 94, rue Notre-Dame-des-Champs - Paris 6ème. Brochure n° 35-36, mai 1975, le numéro 15 F. CCP Paris 17-545-16.

l'enjeu DU « NON »

*Pour de nouveaux marchés
les capitalistes britanniques disent oui.
Au nom d'un passé insulaire
les organisations ouvrières répondent non.*

■ Le 5 juin prochain, la Grande-Bretagne connaîtra le premier referendum de son histoire. L'enjeu : le retrait du Royaume-Uni de la Communauté Economique Européenne.

Le débat sur le Marché commun est un débat crucial pour la classe ouvrière britannique : son principal parti : le parti travailliste est divisé : les leaders de la droite (Wilson, Callaghan, Healey et Jenkins) mènent bataille pour l'intégration européenne afin d'éviter une aggravation de la crise économique, tandis que la gauche du Labour Party craint en restant dans la C.E.E., la fin de la « démocratie parlementaire », alors que les dirigeants des syndicats « Trade unions » dénoncent le rôle du Marché commun dans l'inflation (25 % par an) et le renforcement des multinationales.

Mais la confusion va plus loin et l'on assiste à de curieux rapprochements : la droite du Labour Party fait front commun avec les conservateurs de Mrs. Thatcher et les libéraux. Tandis que la gauche du L.P mène campagne avec l'aile droite du Parti conservateur, nostalgique de l'empire victorien contre le Marché commun. C'est ainsi qu'ont pu voir à la même tribune des bureaucrates syndicaux aux côtés de fascistes comme Enoch Powell. Le National Front (équivalent du Front national français) avance le même mot d'ordre de souveraineté que le Parti communiste.

Le capitalisme britannique a été le plus frappé des impérialismes européens par la décolonisation.

C'est dans ce sens, pour la conquête de nouveaux marchés que la CBI (Confédération des Industries Britanniques : CNPF anglais) s'est

prononcée depuis le milieu des années 60 pour l'abandon du « grand large » et une réorientation vers l'Europe.

La gauche du Parti travailliste est coincée entre la volonté de la classe ouvrière de ne pas faire les frais du redéploiement européen de la bourgeoisie britannique et la volonté des classes possédantes d'instaurer un « Etat fort » mieux adapté que la démocratie parlementaire à la crise du capitalisme anglais.

La campagne des organisations ouvrières contre le marché commun ne se fait pas sur des positions de classe, mais sur des argumentations nationalistes (défense de la « Petite Angleterre ») et passésistes (respect de la démocratie parlementaire contre les « bureaucrates sans coeur » de Bruxelles). Ils oublient que l'Angleterre aussi est un pays capitaliste. Et c'est la droite, pro-CEE qui leur reproche leur manque d'internationalisme.

Le PC britannique redouble lui aussi de chauvinisme grand-breton. Il est allé jusqu'à oser comparer la lutte du peuple vietnamien contre l'impérialisme US à celle de l'Angleterre se battant pour sauver sa souveraineté et son indépendance en votant « non ».

Il ne s'agit pour les travailleurs européens ni de défendre un Marché commun à « démocratiser » ni à le refuser au nom de la souveraineté nationale. Contre l'Europe des trusts et des multinationales, les ouvriers de BSN autour de la lutte de Glaverbel-Gilly en Belgique, les travailleurs anglais et italiens de la firme Dunlop Pirelli, par la solidarité dans la lutte qu'ils ont forgée montrent la voie qu'opposent les travailleurs au Marché commun capitaliste : l'Europe rouge.

Si le non devait l'emporter le 5 juin, il n'aurait valeur de victoire contre l'Europe capitaliste qu'à la condition de s'appuyer sur des bases de classe... et non sur des discours chauvins.

**Les travailleurs n'ont
pas de patrie !
Internationalisme - Ré
volution !**

LIBRAIRIE ROUGE

Les thèses du 1er Congrès de la LCR
« Une chance historique pour la révolution socialiste »
Cahiers Rouges - nouvelle série.
Passez vos commandes ! (6 F)

Critiques de l'Economie Politique
N° 20 Avril-Juin 1975 - 8 F au lieu de 9,80 F

L'art de la guerre et le marxisme
Léon Trotsky - 25,80 F au lieu de 32 F

ARGENTINE

crise généralisée et terreur policière

Moins d'un an après la mort de Peron, rien ne va plus en Argentine. Le pays traverse aujourd'hui une crise généralisée économique, politique, sociale qui a connu ces dernières semaines des développements spectaculaires.

Au plan économique d'abord. Les projets élaborés depuis deux ans par le gouvernement péroniste ont capoté. Les plans d'investissements massifs, de développement économique accéléré, les appels aux investisseurs européens et japonais, en ces temps de récession mondiale ne se sont guère concrétisés. C'est tout au plus la stagnation.

Face à cette situation le gouvernement, et derrière lui les associations patronales, sont sans politique de rechange et donnent l'impression d'être désarmées. Après le remplacement il y a quelques mois de Gelbard, le ministre de l'économie choisi par Peron, et de toute son équipe, son successeur Gomez Morales a élaboré plusieurs plans de redressement dont aucun n'a été adopté. Il est, depuis plusieurs semaines, démissionnaire.

La lutte contre l'inflation, considérée il y a encore quelques mois comme une priorité est, dans ces conditions, pratiquement abandonnée. Résultat 10,4 % d'augmentation des prix pour le seul mois d'Avril.

La crise de confiance des possédants alimente une spéculation effrénée : en trois mois le taux du dollar, pourtant lui-même bien bas, a quintuplé, sur un marché noir florissant, bien que le peso ait été officiellement dévalué trois fois...

L'échec du « pacte social »...

Outre l'appel au capital étranger, Peron croyait avoir trouvé une formule

magique pour stabiliser une situation économique et sociale déjà fort instable : le **Pacte Social**. En vertu de ce « pacte » entre le gouvernement, les associations patronales et la bureaucratie syndicale, la politique sociale, et notamment les salaires, devaient être déterminés à partir d'une concertation régulière, au niveau national, entre ces trois « partenaires »...

Derrière la formule se profilaient de vieilles idées empurénées ici et là par le vieux dictateur : association capital-travail, participation, corporatisme. On sait ce qu'elles valent... Dans le contexte argentin elles visaient à redorer le blason de bureaucratie syndicale péroniste afin de freiner, de canaliser le plus efficacement les revendications, les mobilisations des travailleurs.

Pour avoir une quelconque crédibilité le Pacte Social aurait dû se concrétiser par un minimum de concessions. C'était trop demander à la bourgeoisie argentine dans les conditions actuelles.

Le pacte a donc été pris part tous pour ce qu'il était : une arme de guerre contre la classe ouvrière. Non seulement, il n'a pas permis de freiner la combativité des travailleurs, mais c'est contre lui que d'importants secteurs d'entre eux se sont mobilisés.

Alors que l'inflation conduisait à une baisse du pouvoir d'achat de l'ensemble des salariés, **les conflits sociaux se sont multipliés**. Des grèves dures et prolongées se sont déclenchées par dizaines ces derniers mois, la plus significative d'entre elles, à Villa Constitución, dans le principal centre sidérurgique du pays a duré 9 semaines paralysant toute l'industrie automobile.

L'échec du « Pacte Social », dans le contexte de crise économique, est le nœud de la situation actuelle.

Forces et faiblesses de la classe ouvrière

Avant tout il reflète, tout comme le fiasco des dictatures militaires qui ont précédé le régime péroniste, la force du mouvement ouvrier argentin, notamment de ses secteurs les plus combattifs. A la différence du Brésil ou du Chili, la classe ouvrière argentine n'a pas, jusqu'alors, été défaite.

Mais le poids d'une puissante bureaucratie syndicale totalement inféodée à une direction politique bourgeoise - le Péronisme -, l'absence d'expression politique des secteurs ouvriers les plus combattifs qui, dans

la pratique, ont rompu avec cette bureaucratie, ont réduit considérablement **les capacités offensives** du prolétariat argentin.

D'où la caractéristique bien particulière des mobilisations actuelles : mobilisations puissantes, dures, mais partielles, atomisées et fondamentalement **défensives**, essentiellement centrées sur la défense du pouvoir d'achat.

Mobilisations capables de mettre en échec les projets gouvernementaux, mais mobilisations **sans débouchés politiques**, c'est-à-dire incapables de mettre en question et en péril le pouvoir.

Un pouvoir pourtant en pleine crise, produit de l'échec successif de ses principaux projets.

Le pouvoir divisé : un petit monde sordide

Derrière Isabelita incarnation de la continuité péroniste les luttes de clan, de personnes sont chaque jour plus ouvertes et publiques. L'armée, la bureaucratie syndicale, l'appareil politique péroniste, l'appareil policier officiel et parallèle, sont travaillés par de sourds conflits internes et en même temps engagés dans d'âpres luttes d'influence. Il y a deux semaines, le chef de l'armée de terre, Anaya, était brutalement limogé et avec lui une bonne partie de l'état-major. La direction de la bureaucratie syndicale a été à plusieurs reprises remaniée ces derniers mois. Quant au parti péroniste sa crise interne a conduit à l'éclatement virtuel du Front électoral dont il était la pierre angulaire et qu'avait constitué Peron.

La toile de fond et l'enjeu de tout cela sont limpides. Tout ce beau monde est d'accord sur une chose : **toute stabilisation politique, économique passe par une mise au pas de la classe ouvrière, par une défaite profonde infligée à celle-ci**. Le problème est de savoir comment. Là les conceptions et les intérêts divergent, reflet de la nature ambiguë du péronisme et de l'histoire récente du pays. Le cas de la bureaucratie syndicale péroniste est typique à cet égard. Dotée de son propre appareil répressif, de ses bandes armées parallèles elle a autant que la police contribué à réprimer violemment les luttes, à assassiner des dirigeants ouvriers d'avant-garde.

Mais sa propre nature de bureaucratie syndicale, aussi traître et corrompue soit-elle, la fait s'opposer farouchement à une alternative brésilienne ou chilienne à supposer que cela soit possible : elle perdrait dans un écrasement de la classe

ouvrière de ce type son rôle, sa fonction ses privilèges de faux-intermédiaire entre l'appareil d'état, le capital d'une part, les travailleurs de l'autre.

Une partie de l'armée aussi est réticente face à une alternative aussi radicale. Encore traumatisée par la débâcle politique de la dictature militaire il n'y a pas plus de trois ans, elle hésite à se salir aussi ouvertement les mains.

Tels sont les débats sordides qui animent les alliés du pouvoir à Buenos Aires.

Emprisonner, torturer, assassiner

Divisé, sans stratégie d'ensemble, le gouvernement mène une politique au jour le jour visant à préserver une légalité institutionnelle qu'une avalanche de lois d'exception ont vidé de tout contenu, et derrière laquelle il multiplie les formes de repression les plus sauvages.

Le symbole et l'architecte de cette politique du moment est Lopez Rega, l'actuel homme fort du régime et prototype de la pourriture au pouvoir sur les bords du Rio de la Plata. Ancien sergent de police, devenu patron de cabaret puis secrétaire privé de Peron il est une sorte de premier ministre de fait, omniprésent. Après s'être assuré le contrôle de la police, il a « imaginé » et créé la fameuse AAA (Alliance Anti-Communiste Argentine), puissant appareil parallèle. En un an c'est par centaines que se comptent les victimes de l'AAA, militants révolutionnaires, dirigeants ouvriers combattifs, hommes politiques, journalistes, artistes considérés « libéraux », retrouvés au petit matin le corps carbonisé ou criblé de balles.

Parallèlement, les services officiels de police redoublent d'activité : 3.000 prisonniers politiques environ attendent sous les verrous un hypothétique procès.

Ces trois derniers mois la lutte contre les organisations révolutionnaires s'est encore accentuée : le PRT-ERP, la principale organisation de l'extrême gauche contre les actions armées de laquelle - et notamment l'embryon de guérilla rurale dans le nord du pays - une force militaro-policrière de plusieurs milliers d'hommes est engagée. Mais aussi contre toutes les autres organisations se revendiquant du marxisme ou liées d'une façon ou d'une autre aux récentes luttes ouvrières.

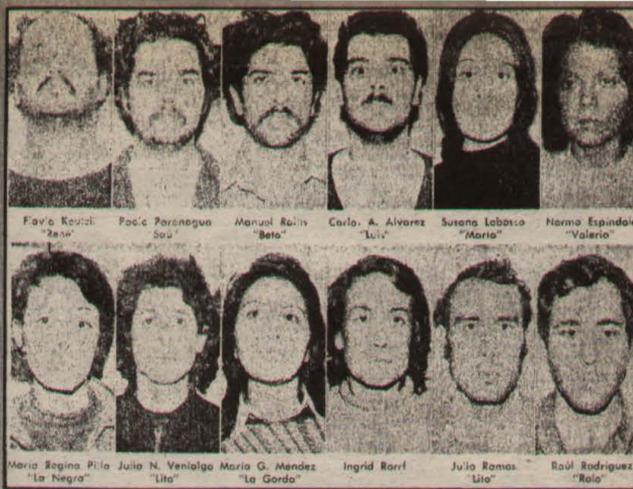
Une véritable hécatombe de militants en a résulté : plus de 200 cadavres de victimes de l'AAA retrouvés ces quatre derniers mois ; plus de 700 arrestations dans le même



Le manque de place nous a fait reporter à la semaine prochaine l'article de J.P. Beauvais sur l'extrême-gauche au Chili.

A un importante grupo subversivo desbaratose
 Los terroristas seguían instrucciones de la llamada "Cuarta Internacional"

ENCORE LE "COMLOT INTERNATIONAL"



temps. De plus, il y a quelques jours un communiqué des forces répressives engagées à Tucuman revendiquait « 350 terroristes mis hors d'état de nuire »... On sait ce que cela veut dire en morts, en tortures, en horreur.

Les « succès » remportés ces derniers temps par Lopez Rega et ses hommes ne doivent pas faire illusion. Preuves d'une certaine efficacité technique d'un appareil répressif auquel aucun moyen n'est refusé, ils traduisent aussi l'impasse politique d'un régime divisé et impuissant. D'un régime qui se sent trop faible aujourd'hui pour attaquer de front le mouvement ouvrier, et qui concentre toutes ses forces contre l'avant-garde. Une avant-garde importante, mais dont les confusions et les faiblesses politiques ont facilité la tâche des bourreaux, officiels ou non. Le poids de ses traditions militaristes a contribué à l'isolement politique, à l'isolement par rapport aux secteurs combattifs du mouvement ouvrier, sur lequel s'appuie la tactique sélective de Lopez Rega.

Les enjeux de la situation actuelle sont considérables. De la capacité ou non qu'aura le régime à écraser ou neutraliser l'avant-garde argentine dépendra pour une bonne part sa décision d'affronter ou non la classe ouvrière et l'issue de cet affrontement. Issue dont peut dépendre tout l'équilibre politique de la région, celui des dictatures chiliennes, brésiliennes, uruguayennes et paraguayennes. Leur consolidation ou leur chute est en grande partie liée aux développements futurs à Buenos Aires, à une défaite ou à une victoire des travailleurs argentins.

Leur lutte est la nôtre. Solidarité avec les victimes de la terreur policière !

J.P. Beauvais

Le jeudi 22 mai, la Police fédérale argentine convoquait la presse pour l'informer d'un coup de filet « spectaculaire ». L'arrestation de 12 militants marxistes révolutionnaires, membres d'un « groupe subversif dirigé depuis Paris par la Quatrième Internationale... », et la mort de deux autres dans des opérations policières parallèles.

Ces camarades arrêtés sont, d'après les articles de la presse argentine, qui fait largement écho dans ses premières pages aux déclarations policières :

- Paolo Paranagua, « Saul », de nationalité brésilienne
- Flavio Koutzi, « René », de nationalité brésilienne
- Manuel Rallis, « Beto »,
- Carlos A. Alvarez, « Luis »,
- Susana Lobosco, « Marta »
- Norma Espindola, « Valeria »
- Maria Regina Pilla, « la Negra » de nationalité brésilienne
- Julia N. Veniaglo, « Lita »,
- Maria G. Mendez, « la Gorda »
- Julio Ramos, « Lito »,
- Ingrid Rorff,
- Raul Rodriguez, « Rolo ».

Les deux tués, selon la presse argentine seraient, David Armando Laniado, « Eddy » et « Ramon » jusqu'alors non identifiés.

Disparus pendant près de quinze jours, avant que la police reconnaisse officiellement qu'elle les détenait, ces camarades ont certainement subi les pires sévices et tortures.

Jusqu'à ce jour, aucun avocat, aucun parent n'a pu entrer en contact direct avec eux... Pour que cela soit possible ils doivent être transférés devant les autorités judiciaires. Or, paraît-il aucun juge n'accepte de se charger du dossier... Belles subtilités juridico-policières !

Il s'agit là de méthodes courantes sous le régime constitutionnel d'Isabel Peron.

Dans le cas présent, elles sont particulièrement inquiétantes au vu des accusations formulées par les

policiers et reproduites abondamment dans la presse.

Ces camarades seraient responsables de l'enlèvement et de la mort en 1971 de O. Sallustro qui était directeur de la FIAT en Argentine. L'ennui pour les accusateurs est que d'autres militants ont déjà été jugés et condamnés sous la dictature militaire pour la même affaire...

Outre d'autres accusations du même acabit, ce qui intéresse beaucoup les tortionnaires argentins, c'est l'aspect international de l'affaire. Des brésiliens impliqués, des convictions internationales affirmées voilà qui suffit à broder sur l'intervention de... « synarchies internationales », de « complot ourdi depuis l'étranger » (sic !).

Sans doute, certains policiers croient-ils à leur propre délire ou ont-ils intérêt à monter en épingle une affaire de ce genre pour obtenir du gato, mais il faut voir au-delà.

Pour un régime en difficulté, cherchant à faire jouer la corde nationaliste aux limites parfois de la xénophobie, confondre internationalisme militant et « intervention étrangère » est une vieille méthode.

Sans doute, certains policiers croient-ils à leur propre délire ou ont-ils intérêt à monter en épingle une affaire de ce genre pour obtenir du gato, mais il faut voir au-delà.

De quoi n'accusera-t-on pas demain ces douze camarades pour tenter de faire oublier les racines objectives sur lesquelles se fonde l'action des militants révolutionnaires en Argentine ?

La police argentine n'est d'ailleurs pas à son coup d'essai en la matière. Il y a un mois, elle annonçait avec les mêmes effets publicitaires l'arrestation de 27 militants uruguayens appartenant à la Junte de coordination révolutionnaire (Coordination du MIR chilien, de l'ELN bolivienne, des Tupamaros, et du PRT-ERP).

Depuis une douzaine d'autres militants de la Junte; uruguayens également, ont été arrêtés.

Dans l'un et l'autre cas, ce « complot international » a été également dénoncé... avec son lot d'accusations imprévisibles...

Les militants internationalistes ne doivent pas être les otages du nationalisme xénophobe des hommes de main de Lopez Rega !
 Solidarité !

J.P. B

LIBAN : ECHEC A LA REACTION

La fraction la plus dure de la bourgeoisie libanaise a voulu instaurer un Etat fort. Mais la situation internationale ne s'y prête pas et le rapport de forces à l'intérieur ne le lui permet pas.

Camille Chamoun, président de la République ne peut plus compter sur une in-

tervention US comme en 1958 ; l'impérialisme américain est encore sous le coup de sa défaite en Indochine.

Quant à la situation intérieure, elle est marquée par les répercussions de la crise économique mondiale, engendrant une offensive populaire sans précédent : insurrection de Saïda, échec du premier plan de la bourgeoisie libanaise (Rouge N° 297). Le 15 mai, le gouvernement libanais démissionne. Quelques jours plus tard, des affrontements ont lieu entre Kataëb et Palestiniens, en particulier dans un quartier à forte implantation phalangiste

(Dekwaneh) où se trouve un camp de 7000 Palestiniens (Tell-Zaatar).

On assiste à une puissante mobilisation du peuple libanais aux côtés de la résistance palestinienne : aut-défense des quartiers populaires et grève générale du 22 mai.

C'est dans ce contexte que la bourgeoisie tente la formation d'un gouvernement militaire dirigé par le général Nouredine Rifai. Cette initiative est interprétée comme une provocation : l'armée sert surtout à attaquer les Palestiniens et à fournir des armes lourdes aux Kataëbs.

Le 24 mai, les représentants des différents partis politiques (Front progressistes, Bloc national) demandent la démission du gouvernement. Le même jour, se tient un meeting réunissant 10.000 personnes, sous la protection de 400 hommes en armes.

L'intervention israélienne dans ce contexte viendra souligner la collusion du gouvernement avec l'Etat sioniste.

Dans cette situation, ou bien la bourgeoisie cédait à l'exigence des masses, ou bien elle prenait le risque d'une guerre civile dont l'issue n'aurait pas été en sa

faveur, d'autant qu'au sein de l'armée une partie des soldats aurait hésité à tirer sur leurs familles. C'est pourquoi, le gouvernement a été contraint de démissionner. Ces événements apportent la preuve positive que la lutte des Palestiniens est liée à celle des peuples de la région contre les régimes réactionnaires. Ainsi, toute politique qui vise à isoler les Palestiniens des masses arabes au nom de prétendues spécificités nationales ou de la « non-ingérence » est une politique criminelle.

Georges



EVA FOREST

INTERNATIONAL

ESPAGNE

eva forest et garmendia en danger de mort !

en plein état d'exception : le « manifeste de la réconciliation » !

Voici un mois que l'Etat d'exception a été décrété en Vizcaya et Guipuzcoa. En fait, c'est l'ensemble du Pays Basque qui est soumis depuis le 26 avril à un régime policier dont la violence dépasse largement ce que l'on avait pu connaître, même dans les périodes les plus critiques ces dernières années.

Pour la première fois, aux assassinats de sang-froid, aux centaines d'arrestations et aux tortures perpétrées par la police franquiste vient s'ajouter une vague de terrorisme à l'actif des bandes fascistes, véritables polices parallèles.

Cet état d'exception voudrait paver la voie à de nouveaux assassinats « légaux » de militants révolutionnaires : deux peines de mort sont requises contre Jose Antonio Garmendia et Angel Otaegi militants de l'ETA (V), dont le procès devant un conseil de guerre doit s'ouvrir incessamment - la peine de mort est également réclamée contre Eva Forest et Maria Luz Fernandez qui seront jugées le 25 juin.

Une seule force peut arrêter à temps la machine folle de la répression franquiste : la mobilisation de l'ensemble des travailleurs dans toute l'Espagne et le développement de la solidarité à l'échelle internationale.

C'est pourtant en ces heures critiques que le PCE a choisi de donner une nouvelle preuve de sa démission totale devant les nécessités brûlantes de la lutte pour le renversement de la dictature, en s'engageant dans de nouvelles concessions politiques vis-à-vis des secteurs de la bourgeoisie dont il recherche les faveurs : tel est le sens de la publication récente du « Manifeste pour la réconciliation » par la Junte Démocratique qu'impulse le PCE avec la collaboration de personnalités bourgeoises.

«...Sans atteindre ni à l'unité de l'Espagne, ni à la propriété privée...»

Ce manifeste affirme notamment que « La relève de la dictature est aujourd'hui réellement possible parce qu'en face ne se trouvent ni le « chaos » ni le « communisme », comme l'affirme le régime, mais l'ordre démocratique », dont la déclaration de la Junte démocratique a fixé les prémisses. La raison de ce succès tient à ce que « les manifestations publiques des classes populaires et des classes moyennes, sans risque social et sans atteinte ni à l'unité de l'Espagne, ni à la propriété privée, désarment la

volonté politique de répression et dissuadent les forces militaires de toute intervention fratricide ».

Voilà qui voudrait mettre en croix sur le caractère clairement anticapitaliste et non pas seulement antifranquiste des luttes de masse qui secouent la dictature ; une croix sur la volonté de libre autodétermination des nationalités opprimées par l'Etat espagnol, telle qu'elle s'inscrit dans toutes les mobilisations de masse au pays basque.

Mais il faudra des arguments plus justes pour convaincre la bourgeoisie espagnole que son salut se trouve dans son ralliement à la Junte



démocratique : tant son expérience pratique récente que les leçons du Portugal lui démontrent au contraire l'ampleur du « riqe social » que représentent dès aujourd'hui les mobilisations de la classe ouvrière ; et ce n'est pas la multiplication des concessions politiques du PCE à son endroit, son engagement formel à bloquer à une étape « d'ordre démocratique » la poussée révolutionnaire des masses, qui la convaincront qu'il est capable d'endiguer l'essor colossal que connaîtront les luttes de classe dès la chute de la dictature.

Aussi la bourgeoisie ne se ralliera-t-elle qu'en dernier recours à la Junte démocratique, lorsqu'auront échoué ses tentatives d'assurer par elle-même le passage en douceur au post-franquisme. Ce n'est qu'à l'effondrement de la dictature qu'elle s'y résoudra : même si un gouvernement provisoire se formait alors sans participation des communistes, sur la base

d'une coalition « centre-gauche » qui se dessine dans l'ouverture actuelle du gouvernement Arias Navarro vers les socialistes du PSOE, il ne serait pas long à devoir faire appel au PCE, seul parti bénéficiant d'une influence de masse dans la classe ouvrière.

Au chevet de la dictature agonisante

La dictature franquiste est entrée en agonie. Ses jours sont à présent comptés. Des secteurs croissants de la bourgeoisie prennent conscience que le maintien de la dictature ne sert plus efficacement ses intérêts, que plus elle recule les échéances et plus la succession se fait délicate et hasardeuse.

Mais elle est incapable de prendre l'initiative, consciente que toute concession même partielle aux aspirations des masses peut mettre le feu aux poudres.

Une telle situation, le degré de tension actuel entre les classes ne peut durer longtemps : la chute de la dictature peut être précipitée aujourd'hui par un événement mineur.

Mais il n'est pas indifférent qu'elle tombe finalement sous les coups d'épingles des manœuvres politiques au sommet ou qu'elle s'écroule tout de suite sous les coups de boutoir des luttes de masse.

Or précisément le PCE joue avec obstination la première carte contre la seconde. Loin d'impulser une grève générale dont tout démontre la possibilité et l'urgence, il a choisi de se joindre aux secteurs de la bourgeoisie qui veillent au chevet de la dictature agonisante et non pas de lui porter le coup de grâce. Plus il se convainc que la dictature craquera finalement sous la tension grandissante de ses contradictions internes et moins il s'efforce de mobiliser les travailleurs pour hâter sa chute.

Et ces atteroiements, de compromissions en compromissions, peuvent coûter très cher à la classe ouvrière et à son avant-garde. Ce qui se passe aujourd'hui au Pays Basque démontre en effet que tout sursis accordé à la dictature sera employé pour porter de nouveaux coups et perpétrer de nouveaux crimes. C'est la vie d'Eva Forest et de ses camarades qui est en jeu derrière les engagements du « Manifeste pour la réconciliation ». Ils ne doivent pas être sacrifiés sur l'autel de la collaboration de classe. Il faut tout faire pour les sauver, pour abattre immédiatement la dictature et donner le coup d'envoi de la prochaine révolution espagnole.

P. Robs

SANTIAGO-BILBAO

Le Chili de Pinochet a ses stades, l'Espagne de Franco ses arènes de corrida. Déjà lors de la grève générale de Pamplune en juin 73, des centaines de prisonniers y avaient été enfermés. Aujourd'hui la presse espagnole, au delà des démentis du gouvernement confirme l'utilisation des arènes de Bilbao pour les tâches de répression. Informations du 21-5-75 rapporte : « le personnel de la place nous a informé que l'arène n'avait servi que les deux nuits suivant la mort de l'inspecteur de police Llorente Roiz comme centre d'opérations pour les contrôles massifs faits cette date. Effectivement les personnes arrêtées étaient conduites à la place et gardées quelques heures avant d'être libérées ou transférées à divers commissariats de district ».

Plus de 2.000 interpellations ; des centaines d'interrogatoires au commissariat ; près de cent emprisonnements. Tel est le bilan très provisoire de l'Etat d'exception, auquel s'ajoutent les meurtres de sang-froid perpétrés par la police et dont un jeune lycéen Luis Arriola, tombé le 23 mai sous les balles de la garde civile à Ondarroat, est la dernière victime.

Libertad a los Presos Políticos



LAOS :

LE DOMINO QUI TOMBE

Fuite des chefs de la droite, affirmation du pouvoir de la rue, la situation change au Laos !

L'évolution de la situation au Laos s'accélère. L'impact des victoires cambodgienne et vietnamienne est grand dans le troisième pays d'Indochine. D'autant plus que l'inflation et la crise économique ravagent les zones qui étaient il y a encore peu sous le contrôle de la droite, la « partie de Vientiane » — et que le poids du Pathet Lao ne cesse d'augmenter. C'est, en fait, un brusque changement du rapport de forces auquel on vient d'assister.

Souvanna Phouma, prince royal et dirigeant historique des forces pro-impérialistes au Laos, actuel premier ministre du gouvernement de coalition, cherche à camoufler cette modification qualitative de la situation. « Il n'y a rien de changé » déclare-t-il au journaliste, sceptique, Bruno Dethomas (Le Monde des 27-28.5.75). Et pourtant !

le pouvoir de la rue

L'effondrement de l'appareil administratif et militaire fantôme est en bonne voie — accéléré par l'intervention directe des masses urbaines. Contre la présence américaine, les complots de la droite et l'inflation, le « Mouvement des 23 organisations » a multiplié les manifestations dans lesquelles la Fédération des étudiants et celle des travailleurs ont joué un rôle moteur — à Louang Prabang (capitale royale), à Vientiane (capitale administrative), à Pakse, Thakek et Savannakhet, dans le Sud-Laos, c'est-à-dire tous les principaux centres urbains du pays. Meetings et manifestations ont été accompagnées de plusieurs séquestrations de fonctionnaires américains et du soulèvement militaire de nombreux régiments jusqu'à l'aviation.

C'est après ces mobilisations, et en réponse à l'appel des mouvements de masse, que les troupes du Pathet Lao, chars fleuris en tête, ont pénétré dans les villes du Sud. Ce fut la liesse populaire. Au Laos aussi, la victoire s'annonce politique et sociale et non seulement militaire. Le « gouvernement d'Union Nationale » n'aura pas bloqué le développement des luttes de classe.

le chemin parcouru

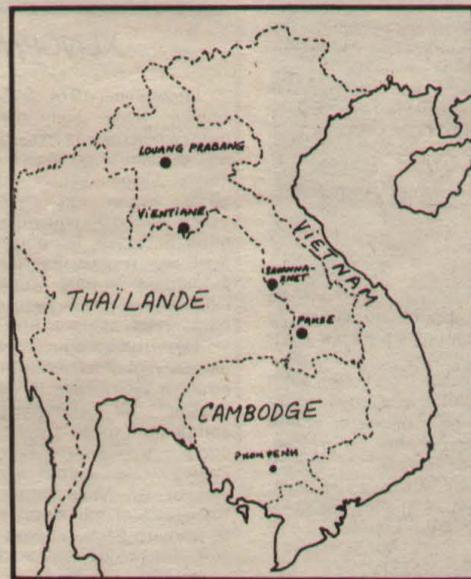
Les mobilisations urbaines au Laos, si elles sont plus apparentes, n'atteindront pas la profondeur de celles qu'a connu le Sud-Vietnam au cours d'années de combats clandestins et obscurs. Mais le chemin parcouru est immense. Le Laos est le pays économiquement le moins développé de l'ancienne Indochine française. Le poids du prolétariat y est particulièrement faible. Avant 1973, si les villes avaient montré à plusieurs reprises qu'elles avaient le « cœur à gauche », les manifestations urbaines n'avaient jamais été si amples.

Avec l'entrée des forces du Pathet Lao à Vientiane et Louang Prabang, il y a deux ans, la confiance allait venir dans la population. Un processus de luttes sociales et politiques s'engage progressivement. Mais les fiefs de la droite résistaient,

notamment dans le Sud du pays où le prince Boun Oum, par exemple, ancien roi du Sud-Laos, et les « familles » féodales maintenaient leur pouvoir.

En décembre 74 et janvier 75, des soulèvements populaires éclatent à Ban Houei Sai (au Nord) et à Thakek (au Sud). Au Nord, les troupes participent au mouvement, la victoire est complète. Au Sud, les troupes encerclent les manifestants et font feu : un mort et plusieurs blessés. Il faudra des manifestations à Vientiane pour obtenir la libération des dirigeants du « Mouvement des 23 organisations » incarcérés.

Aujourd'hui, ce sont les « fiefs » qui sont décapités par la fuite de nombre des chefs des grandes « familles » princières, l'affirmation du « pouvoir de



la rue », l'entrée des troupes du Pathet Lao et un ample processus de fraternisation entre soldats des deux armées qui s'opère au bénéfice des forces révolutionnaires.

un domino stratégique

Ce dernier « domino » indochinois est en train de tomber. Mais il occupe une place stratégique sur l'échiquier du Sud-Est asiatique. Intégré à un ensemble indochinois, le Laos peut connaître un développement économique que le colonialisme et l'impérialisme ont interdit : ressources minérales et énergétiques existent. Mais l'énergie... c'est le Mékong et ses barrages hydrauliques qui peuvent la fournir. Le Mékong : frontière entre le Laos et la Thaïlande, zone de contact privilégiée entre le mouvement communiste en Indochine et les guérillas de Thaïlande. Le Laos, c'est la charnière entre la révolution indochinoise et le développement à venir de la révolution asiatique.



Fotolib

Vientiane : officiers de l'armée royale et attachés militaires chinois.

La conscience de ce rôle particulier semble bien exister dans le « Mouvement des 23 organisations » qui déclare, dans un communiqué récent « soutenir le peuple thaïlandais qui chasse les forces américaines de Thaïlande » et demande à ce peuple voisin « de ne pas accorder l'asile politique aux forces réactionnaires ultra-droitistes du Laos » comme ce fut le cas dans le passé.

Si chaque révolution doit trouver ses ressorts nationaux pour se développer, l'interaction des luttes de classe et anti-impérialistes dans la région n'est pas un vain mot.

le 27.5.75

Pierre ROUSSET

FETES ET SOLIDARITE

● Entre la libération de Phnom Penh et celle de Saigon, des manifestations de solidarité s'étaient développées en province (Rouen, Toulouse...) dont « Rouge » n'avait pu parler. Ces mobilisations se sont poursuivies après, dans les quartiers ou des villes de province sous forme de meetings (Comités F.S.I. des 5ème, 14ème et 15ème arrondissements parisiens) ou de fêtes. A Grenoble, 1.500 personnes se sont réunies le 23 mai, à l'appel du F.S.I., de la L.C.R., du C.D.A. et du Comité antifasciste, du Comité Indochine-Palestine et du M.L.A.C., du G.R.S. antillais, du P.S.U. et de l'A.J.S. Jean-Michel Krivine, qui a visité les zones libérées lors de l'escalade U.S. au Sud-Vietnam, y intervint et le G.R.U.N.K. envoya un message. A Montpellier, c'est le 8 mai (lendemain de l'anniversaire de Dien Bien Phu) que la fête se sera tenue. Dès le début mars, le comité F.S.I. avait tenu un meeting de soutien aux offensives. Une manifestation avait réuni 150 personnes lors de la libération de Phnom Penh. Comme au meeting, les camarades indochinois étaient présents à la fête du 8 mai où plus de 200 personnes dansèrent et chantèrent avec le soutien de la « fanfare bolchévique de Pradez-le-Lez ». Le P.S.U., la L.C.R. et le F.S.I. participaient à cette soirée ainsi que des travailleurs immigrés. Le représentant de l'Union des Vietnamiens en France, remit alors un fanion du F.N.L. au F.S.I. La victoire aura été scellée dans la joie.

Le 21, une grande réception était organisée par les Vietnamiens pour fêter leur victoire. Phan Van Ba, ambassadeur du G.R.P. et Vo Van Sung, ambassadeur de la R.D.V., y appelaient conjointement et c'étaient les deux drapeaux mûlés du Nord et du Sud qui frappaient la carte d'invitation. Symbole de l'unité du Vietnam, cette réception était aussi le symbole de l'unité désirée par les Vietnamiens du mouvement de solidarité : les invitations, personnelles, recouvraient l'ensemble des organisations qui s'étaient activement engagées dans le soutien. C'est ce soutien qu'il faut continuer en participant à la campagne financière de l'U.V.F.

écoles normales en lutte

une radicalisation importante se manifeste parmi les jeunes instituteurs

Contrastant avec le calme relatif qui est le lot d'autres secteurs de l'Education nationale, les luttes s'approfondissent dans les Ecoles normales et parmi les jeunes instituteurs (suppléants et remplaçants). L'article paru dans un précédent numéro nous a valu un abondant courrier...

les Ecoles normales et la réforme Haby

Des normaliens de Lyon nous écrivent pour mettre l'accent sur les dangers de la réforme Haby. Ils dénoncent l'institutionnalisation d'une troisième année d'études : en fait une année où les normaliens auraient « la charge de conduire effectivement les classes... des maîtres chevronnés seront chargés de les aider, de même que les inspecteurs responsables » (projet de réforme, p. 34).

L'institutionnalisation de cette année de « suppléance » dirigée doit être condamnée : parce qu'elle crée un nouveau corps d'enseignants stagiaires, retarde la titularisation d'un an, permet une surveillance continue de l'administration et favorise l'élimination des « déviants » politiques et pédagogiques. De plus, l'idée de concours de sortie est introduite insidieusement dans le « projet de réforme ». On y a en effet : « A l'issue des deux années de formation professionnelle, un C.A.P. théorique atteste la formation reçue ; une proportion élevée... doit pouvoir y réussir » (lire : une certaine proportion doit y échouer).

Le normalien n'aura donc pas moins de quatre barrages à franchir pour accéder à la sécurité de l'emploi : le concours d'entrée, les tests médico-psychologiques (une farce sordide), le C.A.P. théorique, le C.A.P. pratique.

la lutte pour les postes : l'Ecole normale d'Agen

Les postes à la sortie se font de plus en plus rares... Ainsi, après Pau, Caen, Rouen, c'est l'Ecole normale d'Agen qui est en lutte. Il manquerait une trentaine de postes pour 44 normaliens sortants.

Devant cette situation intolérable, la grève a été votée le 2 mai, par plus de 80 % des normaliens, *reconduite chaque soir en assemblée générale*.

La plate-forme exige en particulier des postes et le C.F.E.N.(1) pour tous. La grève est menée par un comité de grève démocratiquement élu.

Initiative particulièrement intéressante : les normaliens d'Agen sont actuellement en stage « sauvage » chez les instituteurs du mouvement Freinet, ou amis de l'Ecole émancipée. Plus d'une centaine d'instits du département se sont ainsi engagés dans une action concrète de soutien, bafouant l'administration ~~et~~ désavouant les bureaucrates syndicaux.

la région parisienne

Dans les nouveaux départements de la région parisienne, la rentrée des Ecoles normales ne pourra sans doute pas se faire, faute de profs.

Un document du syndicat des profs d'Ecoles normales résume ainsi la situation : à l'E.N. de Garches (92), 17 créations de postes demandées, 2 obtenues ; à St-Ouen l'Aumône (95), 11 créations demandées, 2 obtenues ; à Etiolles (94), 22 créations demandées, 2 obtenues ; à Livry Gargan (93), 28 créations demandées, 0 obtenues.

Cela signifie que la promesse d'Haby concernant la formation de tous les instits en Ecole normale, *c'est du vent*.

L'école normale d'Etiolles s'est mise en grève les 14 et 15 mai (grève suivie à 70 %) pour protester contre cette situation intolérable. La grève a, là aussi, été menée par un comité démocratiquement élu par les syndiqués et les non-syndiqués. Ce qui a valu à la lutte d'Etiolles d'être désavouée par la direction départementale du S.N.I. (U.I.D.)(2).

la lutte des instituteurs suppléants de l'Hérault

Dans l'Hérault, 88 jeunes instituteurs suppléants seront suppléants à vie, sans aucune chance de titularisation, et sans que l'administration leur propose de travail. Ils sont donc virtuellement licenciés. Cela est dû au fait que l'administration prévoit de nommer les « roustaniens » sur la liste des remplaçants. Les « roustaniens » étaient auparavant nommés sur des postes budgétaires, mais comme il n'y a plus de postes budgétaires disponibles, le ministère, en accord avec la direction nationale du S.N.I., a imaginé de les faire passer sur les listes des remplaçants, en éliminant ainsi toute possibilité de titularisation pour les instits suppléants(3). Le S.N.I. de l'Hérault, à majorité Ecole émancipée, lance un avis de grève pour le 23 mai, et organise une manifestation pour obtenir la création de postes en

nombre suffisant pour tous les personnels, et pour l'abrogation de la circulaire ministérielle du 11 mars. L'action sera durcie et reconduite si les suppléants n'obtiennent pas satisfaction.

L'ensemble de ces luttes dans les Ecoles normales et parmi les jeunes instituteurs nous confirment dans une certitude : la radicalisation importante qui a touché ces dernières années le supérieur et le secondaire atteint aujourd'hui l'enseignement primaire. Cela a une importance décisive pour les luttes enseignantes comme pour la

jonction des révolutionnaires avec l'ensemble des travailleurs.

Merlin

NOTES :

- (1) C.F.E.N. : Certificat de fin d'études normales qui, du fait du manque de postes, devient un concours hyper-sélectif.
- (2) Toutes les sections départementales du S.N.I., à majorité U.I.D. se sont ingéniées à casser les luttes normaliennes.
- (3) Les « roustaniens » sont les bénéficiaires de la loi Roustan, qui permet à des instituteurs de changer de département pour rejoindre leur conjoint.

XENOPHOBIE DANS LES FACs

Le 25 juillet 1974, Soisson, à peine installé dans son demi-ministère, prenait une mesure inqualifiable contre les étudiants étrangers. Objectif à moyen terme : limiter leur nombre à 10 %, attirer les chercheurs des « pays technologiquement avancés », filtrer et limiter les autres en accord avec leur propre gouvernement dans le cadre de la mise en place du contrôle international des travailleurs à haut niveau de qualification.

Désormais, pour s'inscrire dans une université française, tout étudiant étranger devra faire la demande d'un dossier de pré-inscription, accompagné d'un « visa du service culturel français » à l'ambassade de France de son propre pays. Quand on connaît les liens entre ambassades françaises et ministères de l'intérieur de certains pays, on peut frémir sur le sort futur des camarades réfugiés politiques.

Dans le dossier de pré-inscription, devront figurer :

- 1) Le visa du service culturel qui sera délivré en échange de la capacité du postulant à s'exprimer en Français et la preuve de sa possibilité d'inscription à un niveau universitaire égal.
- 2) L'objectif central étant de limiter le nombre d'étranger à 10 %, l'étudiant sera alors dans l'obligation de postuler dans plusieurs universités, de manière à être arbitrairement réparti selon le quota de chaque université. Or toutes les universités parisiennes, Grenoble, Strasbourg, Montpellier, Marseille... dépassent les 10 %.
- 3) La réponse de l'université peut être associée d'exigences « d'ordre scientifique » que l'étudiant sera tenu d'accepter. L'objectif principal est ici clair : dans le cadre du contrôle de la recherche mis en place actuellement par le pouvoir, il s'agit d'intégrer les projets des chercheurs étrangers postulants. C'est également un moyen facile d'élimination : en fixant la barre trop haut, ou en évinçant les propositions « politiques ».

4) Dans sa demande, l'étudiant est obligé d'indiquer ses moyens de subsistance en France et son logement Méthode adroite sous prétexte de politique sociale, d'éliminer les enfants des milieux défavorisés, car nombre d'entre eux ne trouvent un logement qu'une fois sur place !

Cet arrêté est grave, il nous faut exiger son abrogation.

Mais le plus surprenant c'est encore la complicité tacite ou active des participationnistes. L'arrêté a été pris à la suite de l'approbation unanime, en avril 1974, du rapport de M. Deschamps devenu entretemps le bras droit de M. Soisson et l'auteur de l'arrêté par la Conférence des Présidents des Universités, organe participationniste du plus haut niveau.

Quand on sait que quinze présidents se revendiquent de majorité syndicale (C.G.T., U.N.E.F.(ex-Renouveau), S.N.E.Sup.) ont voté un tel rapport, on croit rêver !

Cependant, le plus extravagant a été atteint par une réunion parisienne inter-université, dont l'objectif était non seulement d'appliquer la politique du pouvoir mais, qui plus est, d'instaurer un examen obligatoire de niveau de français pour les étudiants étrangers. Cet examen est déjà mis en place à la Sorbonne par Mlle Baratin qui en propose la généralisation (avec toute chance de succès) et qui avoue 40 % d'échecs !

Paris VIII (Vincennes), sous la poussée étudiante, protesta et refusa la mesure gouvernementale et la sélection.

Paris VII (Jussieu) et (Villetaneuse) choquées au mot de sélection, posèrent qu'on lui préférât l'épithète d'orientation...

Tristes mots de tristes hypocrites !

Face à une telle mesure malthusienne, raciste et xénophobe, un seul mot d'ordre : abrogation !

POLITIQUE

Levée de l'interdiction de séjour pour Cohn-Bendit !

Le « libéralisme » du régime a décidément ses limites. Le ministère de l'Intérieur vient de notifier à Daniel Cohn-Bendit que l'interdiction de séjour en France qui le frappe est toujours en vigueur... sept ans après mai 68. Nous publions ci-dessous un communiqué du Bureau politique de la L.C.R. protestant contre cette décision :

« Le 24 mai 1968, la bourgeoisie française, apeurée devant le développement de la grève générale et des occupations d'usines, ne trouve comme seule riposte que d'interdire le territoire français à Daniel Cohn-Bendit, dirigeant du mouvement étudiant.

Sept ans après, à l'occasion de la sortie de son livre « Le grand bazar », Daniel Cohn-Bendit a demandé l'autorisation de revenir à Paris. Le ministère de l'Intérieur lui a fait savoir que l'interdiction de séjour n'était toujours pas levée.

Le Bureau politique de la L.C.R. proteste vigoureusement contre cette décision et s'associe pleinement à la campagne visant à obtenir la levée de l'interdiction. »

B.P. L.C.R. 13.5.75

Rappelons que notre camarade Ernest Mandel, ainsi que d'autres dirigeants de la Quatrième Internationale n'ont toujours pas le droit d'entrer en France.

Fête du PSU à La Courneuve

La fête du PSU qui était initialement prévue sur les terrasses de l'Observatoire de Meudon a dû changer de lieu. Il semblerait que ce soit les SAC-UDR qui ont demandé aux autorités que cette fête ne se tienne pas à Meudon ; et le pouvoir giscardien n'ayant rien à refuser à ses amis...

En tous les cas, elle aura lieu cette fête, les 7 et 8 juin à La Courneuve. Au programme, Claude Nougaro, Maxime Leforestier, Colette Magny, des chanteurs occitans, basques, catalans, Baden Powell, etc. Entrée 15 Fr. pour les deux jours.

Elections : test limité mais significatif

L'élection de dimanche dernier dans la 2^e circonscription du Tarn, a constitué un test limité mais significatif de l'évolution actuelle des rapports de force électoraux. Le candidat UDR Limouzy a été réélu au 1^{er} tour avec 54,4 % des voix, soit 3 % de voix en moins que l'ensemble des représentants de la droite en 1973.

Mais le plus intéressant à noter est l'évolution des « scores » des partis de gauche. Et d'abord le recul du PCF qui perd plus de 1000 voix (14,2 % des suffrages exprimés en 1973, 12,9 % en 1975). Ensuite, le candidat du PS obtient 24 % des voix.

C'est un succès dans la mesure où, militant du CERES, il n'avait pas le soutien de toute la fédération départementale. Enfin, le radical de gauche, sans concurrent du PS en 1973, avait recueilli 22,4 % des voix. Dimanche dernier, son score est tombé à 63 % !

Quant à nos camarades de Lutte Ouvrière, ils maintiennent leurs positions avec près de 1500 voix, soit 2,4 % des suffrages.

Cette élection confirme la tendance observable depuis un an au niveau des élections partielles ou cantonales. Le Parti socialiste obtient des gains très importants, pendant que le Parti communiste stagne ou perd des voix. Quant aux candidats de la majorité, ils ne parviennent en rien à mordre sur l'électorat de gauche. La polarisation politique depuis l'élection présidentielle n'a pas disparu.

Besançon : à coups de rangers dans le ventre

A la suite de l'agression commise par le Lieutenant Lassus contre Marcel Hacquin, les soldats du 19^e RG ont diffusé dans la caserne un tract.

Le 23 mai, ils ont tenu une conférence de presse (notre photo) dans les locaux de l'UL-CFDT. Avec le soutien de la CFDT et des organisations anti-militaristes et révolutionnaires, ils entendent faire toute la lumière sur cette affaire.

en vrac



NUCLEAIRE

gardes mobiles et CRS à Fessenheim

Fessenheim, le 25 mai : pas moins de 8 brigades de gardes-mobiles, 4 brigades de CRS quadrillent la région, au petit matin. Cela n'empêchera pas plus de dix mille manifestants de participer à la mobilisation : visite des stands, groupes de discussion le matin, puis manifestation jusqu'à la mairie l'après-midi. Manifestants allemands, suisses, français, sont présents : on remarque une forte délégation de la L.M.R., des camarades du G.I.M. aux côtés des militants de la L.C.R.. En fin de journée, les affrontements de plusieurs centaines de manifestants avec la police sont le revers de l'incapacité de la majorité des responsables du C.S.F.R. (1) à ouvrir de nouvelles perspectives d'action, de leur hésitation à donner toute sa dimension politique à une lutte que seule la création et le développement de comités de mobilisation unitaires, à la base, peut désormais relancer aujourd'hui. La police a procédé à trois arrestations, alors que les derniers manifestants quittaient les lieux, un manifestant a été inculpé. Le pouvoir n'hésite pas à recourir à la répression pour intimider la population. Il faut tout faire pour empêcher que des suites soient données à ces arrestations. Il faut imposer la levée de l'inculpation de notre camarade.

(1) C.S.F.R. : Comité de sauvegarde de Fessenheim et de la vallée du Rhin, coorganisateur de la manifestation et qui dénonce maintenant les camarades arrêtés comme provocateurs.

ARMEE

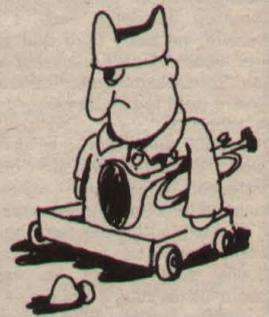


Si nous avions 5000 lecteurs de plus nous aurions plus de pages... et celle-ci serait moins chargée. ET PITUCE ON SERAIT PAS OBLIGÉ DE CENSURER!!

Pas de salle pour Dupuy de Méry à Toulouse

Le 23 mai, à l'appel du PS, de la CFDT, des organisations anti-militaristes et de l'extrême gauche, une manif. de mille cinq cent personnes environ a exigé l'interdiction d'un meeting du « Comité de défense de l'armée ». Celui-ci devait se tenir le 30 mai sous la présidence du général Geze, ancien commandant des forces françaises à Berlin. Une délégation de la manifestation a été reçue par la Préfecture. Aux dernières nouvelles, les « défenseurs » de l'armée n'auraient pas trouvé de salle sinon dans les locaux de la chambre patronale.

Une manifestation unitaire est prévue pour le 30 mai.



Encore un bide pour Dupuy de Méry

Le 23 mai, à Strasbourg, 1000 personnes se sont mobilisées contre la tenue d'un meeting organisé par le « comité de défense de l'armée ». Celui-ci n'a pu réunir qu'une petite centaine de participants sur le thème de la défense de l'armée et de l'occident réunis. Gros succès en revanche de la manifestation, malgré quelques arrestations.

ART ET POLITIQUE

Le militant a tendance à ignorer l'aspect artistique du cinéma/théâtre politique. Mais est-il possible d'en extraire le caractère politique sans se mettre dans l'incapacité d'en rendre compte ? Voilà qui offre la matière d'un débat et c'est l'objet de cet article.

L'attitude habituelle des militants à l'égard d'un film, d'une pièce, d'un roman... c'est avant tout d'en mesurer l'efficacité, sa capacité à élever le niveau de conscience du public. C'est une attitude de classe, qui considère que l'art, comme toutes activités sociales, joue un rôle politique.

Mais cela ne veut en aucun cas dire que les lois de l'art soient celles de la politique. Il a ses lois propres. Et pas seulement parce qu'il n'est pas un instrument d'intervention directe dans la vie sociale. Il se distingue aussi d'autres domaines idéologiques : la philosophie, le discours théorique... Deux aspects au moins le singularisent. D'une part, il ne « dit » pas une conception des choses. Il est une représentation imaginaire ; de plus, matérialisée dans un réseau complexe d'éléments et de lois techniques, esthétiques, etc. spécifiques à sa nature. Il est une sorte de représentation globale et détaillée du monde social, avec une logique propre et relativement autonome.

D'autre part, une de ses lois fondamentales est qu'il dégage sa conception de tout un tissu subtil de rapports sociaux, des rapports concrets et vécus que les hommes nouent entre eux. Le discours théorique, lui, décortique ces rapports, met à nu leur mécanique et en livre la signification dépouillée du détail vécu. L'art, au contraire, ne nous livre que les rapports vécus dans l'épaisseur de leur chair. Et leur signification dépend de la manière dont le film, la pièce, combine ces rapports.

Ce qui veut dire que la signification, le caractère et l'efficacité politiques dépendent moins des proclamations politiques tapageuses ou de l'exposition de faits politiques saillants, que de la précision avec laquelle sont cernés les rapports, fussent-ils les plus a-politiques en soi. Au cinéma, le geste bien compris d'un misérable saisissant un morceau de viande, peut être plus efficace politiquement que l'occupation d'un trust alimentaire ; l'attitude du professeur de « violence et passion » contemplant un tableau de maître plus efficace que les périphéries des Dupont Lajoie. Parce que c'est à travers la richesse des gestes de l'individu que se dévoile l'individu de classe, puis la classe... bref, les ressorts fondamentaux des actions de l'homme. Et c'est dans la conscience qu'un film est capable de donner de ces ressorts, que réside son efficacité politique...

LE PIEGE DE L'ART GRAND PUBLIC

« C'est intéressant qu'un film qui dénonce le racisme touche le grand

public » disent certains à propos de « Dupont Lajoie ». N'est-ce pas contradictoire ? car on ne remplit pas les salles de ce public sans répondre à sa demande idéologique, sans satisfaire ses besoins subjectifs, sans s'adapter à son niveau de conscience ; en clair, sans lui donner la sensation de faire éclater son carcan tout en reproduisant son aliénation, sans exciter sa révolte potentielle tout en la désamorçant, sans le plonger dans le drame en acteur, tout en l'en ressortant lavé, rassuré. Ceci à travers le sexe, la violence, mais aussi, et aujourd'hui plus que jamais, à travers la politique. Ce qui implique une démarche inévitable et particulière de l'art grand public, basée sur la mystification des rapports sociaux qui enrobent la dénonciation, la noient, de sorte qu'elle joue le rôle de soupe de sureté, vaccine la conscience plutôt qu'elle ne l'éveille.

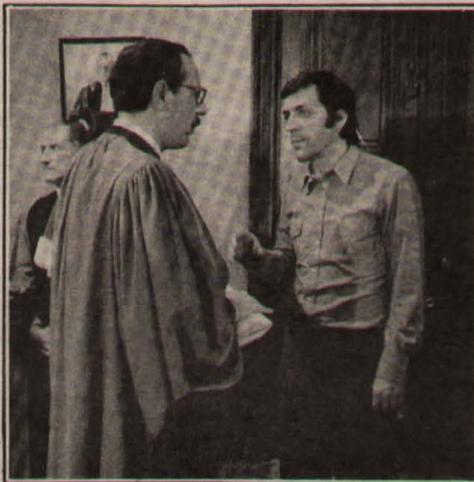
barrières sociales sautent, mais en plus, celle-ci est poussée à bout par une suite de faits parfaitement accidentels : viol — meurtre falsification — ratonnade, qui ne servent que la dramatisation des rapports, et pas du tout la réalité de leurs conditions profondes. Le fait qu'on sache sans équivoque possible qui est le meurtrier est significatif de cette démarche. Supposons qu'on n'ait pas été au courant. Les conditions de vie, matérielles, culturelles, individuelles, circonstancielles des français du camping, des immigrés, etc. auraient pris une signification capitale. Non pas pour connaître le « coupable », ce qui est sans intérêt ; mais pour comprendre quels sont les ressorts qui conduisent les hommes à de tels comportements anti-sociaux.

Dans « Au nom du peuple italien » de Dino Risi, le petit juge ne tient pas

l'idée centrale du film qui serait devenue caduque. Seulement, puisqu'il y a un coupable à consommer, il faut bien — grand public oblige — un consommateur, c'est-à-dire un « justicier ». Il arrive et règle tout : le mauvais petit bourgeois est châtié, justice est faite. Il n'y a pas de Justice, mais attention, il y a une justice spontanée inéluctable. Le film résoud le problème pour nous, consume ce qu'il produit, ne laisse rien au spectateur ; même pas son racisme, puisqu'il vient d'être terrassé sous ses yeux...

LE FOU DU ROI

« L'âge d'or », c'est un peu différent. Il y a une qualité dans ce spectacle qu'il faut absolument soutenir : il ne peut être le produit d'une seule tête de metteur en scène.



Costa Gavras dirige Section Spéciale



Mastroianni dans 8 1/2 de Fellini

L'art est justement le domaine dans lequel la bourgeoisie donne en pâture ses pratiques contestées. Elle peut lâcher n'importe quel scandale, n'importe lequel de ses faits et gestes au cinéma ou au théâtre, car sa signification ne dépend pas du fait en soi, mais des rapports vécus dans lesquels il est enveloppé. Et elle a ses manutentionnaires.

« Dupont... » est un cas type, dans la mesure où il saborde grossièrement les conditions réelles et crée des rapports complètement idéalisés. Ce qui caractérise la misère sexuelle et le racisme, c'est que les soubassements sociaux qui les engendrent établissent aussi les limites à leur expression, qui font que chaque français moyen n'est pas un violent ou un ratonneur. Que Dupont en arrive à de telles extrémités, non seulement tient à une situation exceptionnelle où les

le gros promoteur coupable de la mort de la jeune fille, parce qu'il a de solides présomptions, mais parce qu'en regard des pratiques et mœurs de sa classe, il est « plausible » qu'il se débarrasse d'une fille gênante en l'assassinant. C'est une démarche qui prend en compte non pas la culpabilité judiciaire, mais les conditions de classe, incomparablement plus instructives.

Tandis que Boisset nous fabrique un « coupable » et un « innocent » déplaçant le vrai problème sur le terrain piégé de la « justice » : « Regardez, nous dit Boisset, c'est lui qui a tout fait, et la justice l'épargne. » Mais au nom de quelle justice y a-t-il un Dupont coupable dans cette affaire ? Et Boisset pouvait-il faire condamner Dupont par une justice qui sert un système qui produit les Dupont ? C'est

Il est le résultat d'un travail collectif, entre les comédiens mais aussi avec la population (en province, avec des gens qui émettaient leur avis, leurs idées...). Certains aspects, assez riches, ne peuvent sortir que de là. Et c'est important. Ensuite il renoue avec des formes reléguées par le théâtre bourgeois depuis belle lurette : comedia dell'arte, attraction, clownerie... riches en possibilités.

Mais cela ne suffit pas à garantir l'efficacité politique. Ces formes autrefois avaient un rôle double : un truchement pour faire passer la critique, mais en même temps aussi un moyen puissant de l'éponger. Princes et bourgeois s'en régalaient, le peuple se défilait.

Généralement, le fonctionnement de cette forme de représentation s'appuie sur un scénario mince, anec-

Puech

1793 par le théâtre du Soleil



Cette
semaine

DANS L'OBJECTIF



Quand j'entends le mot culture,
je sors mon programme de transition ...

« LES ROSENBERG NE DOIVENT PAS MOURIR »

Samedi 31 mai 20 h 30
A 2

Mardi 3 juin 20 h 30
A 2 — débat avec les
enfants des Rosenberg.

● Alain Decaux et Stelio Lorenzi, loin de s'en tenir à l'aspect anecdotique de cette horrible affaire, démontent le mécanisme de la société américaine qui le 19 juin 1953 assassinait sur la chaise électrique, deux innocents coupables d'être progressistes.

1950-1953 : souvenons-nous, en Corée, la guerre fait rage, aux Etats-Unis, un anticommunisme hystérique déferle sous la férule du tristement célèbre sénateur Mac-Carthy. Les américains sont appelés à dénoncer les communistes qu'ils connaissent. Pour être fonctionnaire, il fallait signer un acte stipulant sa non-appartenance au parti communiste.

Decaux et Lorenzi sont allés fouiller les archives cinématographiques et les télespectateurs ont pu voir un acteur de cinéma, bien connu, jurer en public sa haine « pour les rouges ».

C'est dans ce contexte que deux militants communistes furent accusés d'avoir vendu le secret de la bombe atomique aux soviétiques. Le FBI de F. Hoover, fabriqua de fausses preuves. Des témoins bidons furent cités à la barre. L'avocat des Rosenberg mit en pièces l'accusation. Tout semblait bien se terminer. La décision en revenant au jury, un jury conditionné par les appels quotidiens au lynchage de la part de la presse américaine, de la télévision. Le verdict fut rendu : déclarés coupables, les époux Rosenberg sont condamnés à mort.

Une immense campagne fut lancée dans le monde entier à l'image de celle qui précéda l'assassinat de Sacco et Vanzetti. Les meetings succédèrent aux meetings, les pétitions aux pétitions. Tandis que la « justice » américaine relançait ses deux victimes « Avouez et vous serez graciés ». Les Rosenberg refusèrent d'abdiquer et le 19 juin 1953, ils montèrent sur la chaise électrique.

Aujourd'hui, les Rosenberg ne sont toujours pas réhabilités. Le Parti communiste américain est toujours interdit.

Cette « démocratie » américaine modèle des spécialistes en droit constitutionnel est montrée dans le film sous son visage hideux, prête à tout pour préserver son système politique. Hitler eut ses juifs, Mac Carthy ses communistes.

Signalons que Philippe Ganier-Raymond vient de sortir un autre livre : « L'autre France » où il publie notamment des articles antisémites de L.F. Céline.

« L'AFFICHE ROUGE »

Philippe Ganier-Raymond — Fayard — (32 F)

● L'« Affiche Rouge » qui « semblait une tâche de sang » fit son apparition sur les murs de France le 1er mars 1944. Sous les dix visages de partisans, photographiés le matin même de leur exécution, on lisait : « La libération par l'armée du crime ».

La propagande allemande croyait discréditer la résistance, elle fit passer à la postérité, Slama, Elek, Wasjibrot, Fingerweig, Fontanot, Rayman, Manouchian, Alfonso, Bocsov dix des vingt trois membres du groupe Manouchian, fusillés au Mont Valérien, le 21 février 1944. Tous étaient apatrides, immigrés, communistes, et beaucoup étaient juifs, juifs surtout, car comme dit l'un d'eux, « être juif est, par définition, révolutionnaire ».

Ils avaient combattu le fascisme dans leur Pologne ou Roumanie natale, puis contre Franco, dans les rangs des Brigades internationales. Résistants avant l'heure, « ces émigrés de l'histoire » qui doivent se taire pour ne pas trahir leur lointain accent, forment les premiers groupes de combat de l'« Organisation spéciale ». Regroupés dans la MOI-FTP, follement audacieux, ils accomplirent la plupart des actions armées contre l'armée allemande, dans la Région Parisienne.

Le livre émouvant de Ganier-Raymond, retrace la vie quotidienne de ces hommes « amoureux de vivre jusqu'à en mourir » qui attaquaient des convois allemands avec deux grenades.

Quelle belle leçon d'internationalisme donnait l'arménien Manouchian en écrivant à l'heure de la mort : « Je n'ai aucune haine pour le peuple allemand » à ceux qui tiraient quelques mois plus tard « A chacun son boche ».

« LA MARCHÉ SUR
ROME » de Dino RISI
(« La Boite à films »
Paris) copie en V.F.
Festival Dino Risi.



● Ça peut paraître une gageure que de traiter par la dérision la tragédie que représente la marche de Rome des chemises noires de Mussolini. Et pourtant c'est finement réussi : l'analyse est correcte et l'essentiel des traits vraisemblables. Le film est bâti autour de l'histoire de deux pauvres types, chômeurs, vantards et nigauds, l'un militaire poltron et l'autre paysan sans travail, qui se trouvent embringués dans les « faisceaux » pour faire les jaunes, purger les « bolchéviques », briser les grèves et manger à leur faim grâce à la rapine (on « paye » dans les tavernes avec des photos de Mussolini). Le plus poltron des deux a le « programme » du fascisme dans sa poche tout au long de la marche sur Rome, il raye ce qui ne « colle » pas avec les promesses du programme : il ne croit plus à la liberté de la presse quand ils brûlent les journaux communistes, il ne croit plus au partage des terres quand il voit qu'un grand propriétaire terrien les héberge et les soutient, il ne croit plus à rien quand un ouvrier qui s'oppose à eux est abattu dans le dos. Et finalement ils ont peur et s'en vont à la sauvette quand les troupes royales reçoivent l'ordre de laisser passer les cohortes fascistes mystifiées et dépenaillées avec à leur tête entre autres, un ancien lieutenant borné, revanchard et mystique, et un intellectuel, fantôme délirant et pitoyable. Film à voir, à utiliser, à discuter.

dotique, prêchi-prêcha, journalistique. « L'âge d'or » en ce sens, est fidèle à la convention. Nous n'avons pas la place de nous étendre, mais est-ce que « L'âge d'or » fait autre chose que rabâcher ce qui saute aux yeux, sans l'éclairer, picorer de l'anecdote en en faisant l'argument d'une attraction certes réussie, parfois croustillante, mais encline à la diversion ?

Qu'est-ce que la bourgeoisie peut craindre d'un tel spectacle, et les travailleurs apprendre ? Le Figaro ne retient que le « spectacle » et le trouve beau ; et ce n'est pas la preuve que le fond le gêne, mais bien plutôt qu'en dépit de son fond, « L'âge d'or » est avant tout un spectacle, que ces immigrés colorés, roublards, exploités, ne sont que spectacle, et même un peu folkloriques. A côté, la scène des Français moyens abrutis devant leur télé, fait piètre figure. Encore une fois on tend au travailleur le miroir où s'étale l'imagerie naturaliste et éculée de son avachissement.

C'est objectivement à la limite du mépris petit bourgeois. Le grand public s'amuse, mais le travailleur aurait sans doute plus à tirer de la représentation en profondeur de ses relations de travail et de ses luttes.

Le « théâtre populaire », depuis le T.N.P., a voulu démocratiser le théâtre : le théâtre pour tous et non plus pour la seule bourgeoisie. Mais un art qui se veut efficace politiquement ne doit pas tendre à rassembler, mais au contraire à diviser. Faut-il être rigoureux sur cette question en approfondissant sa quête politique, le Théâtre du Soleil prend le risque de jouer le rôle du fou du roi.

RAZDAC

Cartoucherie de Vincennes : une pièce de Benedetto



D.R.

au contraire du PARISIEN LIBERE

qui bénéficie de toutes
formes « d'aide à la presse »

le futur QUOTIDIEN ROUGE ne compte que sur votre aide...

celle que vous verserez en souscrivant
dès maintenant pour les 200 millions d'A.F.

Chèques au nom de P. Chénot
10, Impasse Guéménée - Paris 10ème

■ On a fait des comptes (très) approximatifs :

si chaque lecteur de Rouge verse 50 F, on les a si chaque acheteur de Rouge verse 120 F, on les a si chaque sympathisant verse 200 F, on les a si chaque militant recueille 400 F, on les a Ne calculez pas, tous ces chiffres ne tombent pas juste et surtout ils ne s'excluent pas l'un l'autre. Un lecteur peut nous verser 500 F. Un militant peut ne recueillir que 50 F. Il n'y a pas d'autre « hiérarchie » dans la souscription que celle de la bourse de chacun d'entre vous... dès lors que vous êtes prêts à faire un sacrifice pour que sorte en France, début janvier 75, un quotidien « rouge », communiste, révolutionnaire, le premier quotidien trotskyste.

« Faire un sacrifice » ce n'est pas « moral » : c'est militant, c'est une forme directe de l'engagement politique que de verser de l'argent.

Il faut que, *plusieurs fois*, dans les 8 mois qui viennent des sympathisants, des lecteurs de « Rouge », des amis, se comportent - sur un point : *financièrement* - comme un militant de la L.C.R.... Comment se calcule la cotisation d'un militant à la L.C.R. ? C'est simple : il n'y a pas de barème, chacun expose dans son instance de base ce qu'il gagne et ce qu'il dépense, et son « effort » est ainsi fixé. Le principe est qu'il verse « assez » pour que cela représente une gêne pour lui et « pas trop » pour l'empêcher de vivre décemment. En général cela représente 10 % du salaire : mais cela est rediscuté cas par cas en fonction des situations matérielles concrètes.

Nous donnons ces éléments comme indications afin de montrer que « c'est possible », que cette somme des « 200 millions » nous pouvons l'atteindre. D'ici le 31 décembre 75.

Et ce qui semble une gageure aujourd'hui deviendra alors une réalité :

— que ne pourrait dire, *en ce moment*, un quotidien réellement communiste sur le déroulement de la révolution portugaise ?

— que ne pourrait dire, *en ce moment*, un quotidien rouge sur l'évolution de la situation au Laos, en Thaïlande, au Cambodge, au Vietnam ?

— que ne pourrait faire, *en ce moment*, jour après jour, un journal révolutionnaire contre la démagogie déployée par le régime Giscard pour fêter son premier anniversaire ?

— que ne pourrait faire, *en ce moment*, un quotidien de la L.C.R. pour suivre, expliquer, populariser, défendre les grévistes d'Usinor ?

Est-ce qu'avec 200 millions d'A.F., un quotidien « rouge » pourra vivre ?

notre réponse est oui !

nous publierons ici, dans les semaines qui viennent, une indication du budget que nos études nous ont permis d'établir.

nous expliquerons combien de lecteurs il faut, combien d'abonnés et quel « soutien publicitaire » est nécessaire...

Dès aujourd'hui versez... faites parvenir les premières sommes, nous publierons les premières listes de souscription et le premier rendez-vous financier aura lieu le 30 juin avec comme objectif 10 millions (d'A.F.).

■ « Messieurs les Marchands-de-papier-Industriels-de-la-presse... Vous êtes les premiers responsables de la banqueroute de la presse, les artisans satisfaits du naufrage de l'information et de l'apathie des français ».

« Vous qui vendez à tour de page de la Valeur Eternelle, de l'Homme, de la Morale, et de l'Esprit d'Entreprise, vous vivez d'une escroquerie permanente, sur le dos de tous les français, qu'ils soient vos lecteurs ou non. Cette escroquerie c'est « l'aide à la presse ». (1)

L'aide à la presse représente plus de 820 millions de francs (détaxes sur le papier, dégrevements de la TVA, aides spéciales, facilités de ré-investissement, possibilité de ne pas faire de bénéfices apparents, tarifs préférentiels des P et T et de la Sécurité Sociale, aide pour les transports et l'achat de matériel). C'est une manne qui va aux France-Dimanche, Détective, Ici-Paris, Spécial-dernière, le Meilleur, Confidences. Ce qui fait qu'un France-Dimanche peut se vendre moins de 2 F alors qu'un Politique Hebdo est offert aux lecteurs pour plus du double.

Cela permet aux patrons du Parisien Libéré de soutenir un siège contre les travailleurs du Livre. Cela permet à Emilien Amaury (ancien directeur de l'Office de publicité Générale, agence à laquelle Pétain confia la campagne de promotion du slogan « Travail-Famille-Patrie » et de l'idéologie collaborationniste) de défendre les 780.000 exemplaires du quotidien d'intoxication qu'il dirige. Ce Parisien Libéré, dont la première page ne comporte que des titres agressifs, futiles, et démagogiques, tous rédigés sur instructions téléphoniques précises de M. Amaury.

« Sur 50 numéros pris au hasard entre le 15 avril et le 30 juin 1973, la surface moyenne con-

sacrée à l'information - y compris les sports - n'atteint jamais la valeur de trois pages... alors que le journal en comporte dix ou douze. Si l'on retranche les nouvelles sportives, la place consacrée aux faits divers, à la politique étrangère ou intérieure, aux spectacles et à la météo, dépasse rarement une page ! Le reste se compose d'une abondante publicité, de jeux, de programmes, de feuilletons, ou de romans-photos, à quoi s'ajoutent une page de pronostics hippiques et un concours : il y a toujours un concours en train dans ce quotidien, toujours des maisons à gagner, des lots propres à faire rêver un public très populaire et souvent très démuné. En fait, le journal est le même tous les jours, la plupart des titres si gros soient-ils, ne renvoyant qu'à de maigres articlets. Enfin, le Parisien Libéré consacre en moyenne 2 % de sa surface aux nouvelles en provenance de l'étranger et n'hésite pas à parler d'une manifestation en « oubliant » de dire pourquoi elle avait lieu... »

Lorsqu'en février 1972, les journalistes du Parisien firent grève, le journal sortit sans informations (quel symbole) avec seulement quelques petites annonces, les bandes dessinées et le tiercé. Pour le principe ! Il fallut que des journalistes, alertés, viennent sur place s'emparer des flans, avec la complicité des ouvriers du Livre, pour empêcher la sortie du journal.

Voilà c'est un quotidien de ce type qui fait parler de lui sinistrement aujourd'hui. Ce sont ces quotidiens qui règnent, qui disposent de tous les moyens. On ne peut les abattre sans porter de coups décisifs au régime d'exploitation.

Mais pour préparer des coups décisifs, il y a déjà un moyen c'est de construire un quotidien communiste.

(1) tous ces éléments et citations sont tirés du livre de Claude Boris « Les Tigres de Papier », Ed. du Seuil, coll. « combats ». A lire.

PREMIERES SOMMES RECUEILLIES...

L. Michèle (91, Quincy)	200 F
militante CGT, Paris	100 F
J.M. B (92, Issy)	200 F
G.M. (94, Fresnes)	30 F
premier total	530 F
c'est peu,	
mais ça commence...	

